

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 89.
N^o 5.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 15
NO MATI 1940.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS.

Établissements fran- çais de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers	5 fr.
Les mêmes renouvelées	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc	2 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Pages

1939 16 nov.	Décret relatif à la solde et aux indemnités des sous-lieutenants et aspirants de réserve en service aux colonies (Arrêté de promulgation n ^o 188 c., du 5 mars 1940)	125
18 nov.	Décret ayant pour objet de simplifier les formalités imposées aux héritiers en ligne directe et conjoint des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite de faits de guerre (Arrêté de promulgation n ^o 188 c., du 5 mars 1940)	127
26 nov.	Décret concernant la prorogation des délais en matière de propriété industrielle notamment à l'égard des mobilisés (Arrêté de promulgation n ^o 188 c., du 5 mars 1940)	128
29 nov.	Décret statuant sur les agints-à-caution (Arrêté de promulgation n ^o 188 c., du 5 mars 1940)	129
29 nov.	Décret-loi et décret étendant au profit des pupilles de l'assistance publique les dispositions du décret du 9 septembre 1939 accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations militaires (Arrêté de promulgation n ^o 188 c., du 5 mars 1940)	130
29 nov.	Décret relatif à la répression du trafic illicite des espèces et monnaies indochinoises (Arrêté de promulgation n ^o 188 c., du 5 mars 1940)	131
2 déc.	Arrêté interministériel relatif à l'assainissement du marché des rhums coloniaux (Arrêté de promulgation n ^o 188 c., du 5 mars 1940)	132
5 déc.	Décret réglementant l'exportation des produits coloniaux (Arrêté de promulgation n ^o 188 c., du 5 mars 1940)	132
6 déc.	Décret relatif aux conseils d'administration des missions religieuses aux colonies (Arrêté de promulgation n ^o 188 c., du 5 mars 1940)	132
8 déc.	Décret relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés (Arrêté de promulgation n ^o 188 c., du 5 mars 1940)	133
14 déc.	Décret étendant à diverses colonies le décret du 11 septembre 1939 relatif à l'exercice de la profession médicale en temps de guerre (Arrêté de promulgation n ^o 188 c., du 5 mars 1940)	133

1939 14 déc.	Décret étendant à diverses colonies les dispositions du décret-loi du 19 octobre 1939, sur la faculté d'option des fils d'étrangers qui ont modifié la loi sur le recrutement de l'armée et rectificatif (Arrêté de promulgation n ^o 188 c., du 5 mars 1940)	134
21 déc.	Décret réglementant la rémunération des prestations et réquisitions (Arrêté de promulgation n ^o 188 c., du 5 mars 1940)	134
23 déc.	Décret rendant applicables à l'Algérie, aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat les dispositions des décrets des 9 septembre et 19 octobre 1939 relatifs à l'office national et aux offices départementaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation, suivi des décrets des 3 octobre et 27 octobre 1939 (Arrêté de promulgation n ^o 188 c., du 5 mars 1940)	135
23 déc.	Décret modifiant le décret du 12 septembre 1939 prohibant la sortie de certaines marchandises, suivi des listes des marchandises dont la sortie est prohibée par le décret du 12 septembre 1939 (Arrêté de promulgation n ^o 205 c., du 7 mars 1940)	138

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1939 2 juin	Arrêté n ^o 539 a.g.f., portant régularisation et codification des allocations accessoires de solde du personnel colonial rémunérés sur les fonds du budget des Établissements français de l'Océanie	144
12 août	Arrêté n ^o 780 a.g.f., approuvant une délibération du conseil municipal de la commune de Papeete tendant à allouer des honoraires à M. Breul (Robert), ingénieur du cadre général des travaux publics	143
1940 27 fév.	Arrêté n ^o 164 p.l., fixant le pourcentage de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 31 décembre 1935	148
27 fév.	Décision n ^o 165 a.g.f., prescrivant le versement au receveur de l'enregistrement et des domaines, curateur aux biens vacants, du pécule appartenant à l'engagé annamite Pham Van Thiet, n ^o 1527, décédé	143
27 fév.	Décision n ^o 166 a.g.f., autorisant le remboursement des frais de rapatriement pour le 1 ^{er} trimestre 1940, de l'annamite Pham Van Thiet, n ^o 1527, décédé	149
27 fév.	Décision n ^o 167 j., acceptant la démission de M. Bodin (Herné), Huissier auxiliaire des Tuamotu	149

28 fév.	Décision n° 167 bis i. p., fixant la date d'une deuxième session des épreuves du Brevet élémentaire métropolitain, 1939-1940.....	149
28 fév.	Arrêté n° 168 a. g. f., portant acceptation d'un legs par la colonie des Etablissements français de l'Océanie.....	149
1 ^{er} mars	Décision n° 175 a. p. e., portant désignation des membres de la commission chargée de la répartition des secours aux personnes nécessiteuses pour l'année 1940.....	150
1 ^{er} mars	Arrêté n° 176 j., modifiant celui du 5 novembre 1926 concernant l'exercice des fonctions d'huissier dans les Etablissements français de l'Océanie.....	150
1 ^{er} mars	Arrêté n° 177 a. g. f., portant modification à l'arrêté n° 83 a. g. f., du 27 janvier 1939 sur le statut des auxiliaires.....	150
1 ^{er} mars	Arrêté n° 178 a. g. f., approuvant le budget de la chambre de commerce de Papeete de l'année 1940.....	151
1 ^{er} mars	Arrêté n° 179 a. p. e., divisant en secteurs certains lagons de l'archipel des Tuamotu et ouvrant par roulement la pêche des huîtres perlières par plongeurs à nu dans ces secteurs.....	151
1 ^{er} mars	Arrêté n° 180 co., rendant exécutoires des rôles principaux et supplémentaires de l'impôt des routes, de la propriété bâtie, des patentes fixes et proportionnelles, de la taxe additionnelle du 10 % c. e., du droit fixe et supplémentaire, de la taxe sur les voitures sur les chiens, de la taxe additionnelle du 10 % de la commune de Papeete, de la taxe additionnelle des 20 décimes à l'impôt des routes, de la taxe sur les armes pour 1937, 1938, 1939 et 1940.....	153
1 ^{er} mars	Arrêté n° 181 co., autorisant MM. le Trésorier-Payeur, le Préposé du Trésor à Utaroua et le Gérant de comptes du Trésor à Huahine à faire emploi dans leurs écritures du montant de divers dégrèvements accordés sur les exercices 1937, 1938 et 1939.....	154
1 ^{er} mars	Arrêté n° 182 d., fixant le cours officiel des changes pour la conversion en francs du montant des factures libellées en monnaies étrangères présentées pour l'application des droits <i>ad valorem</i> , perçus à l'entrée dans la colonie.....	155
1 ^{er} mars	Arrêté n° 183 d., portant remboursement de la somme de : <i>Mille cent quatre-vingt quatorze francs cinquante-six centimes</i>	155
4 mars	Arrêté n° 184 j., rapportant le paragraphe 16 de l'article 1 ^{er} de l'arrêté n° 136 c., du 25 février 1940, promulguant dans la colonie le décret du 6 décembre 1939 et étendant à certaines colonies les dispositions du décret du 9 octobre 1939 concernant la faculté d'option des fils d'étrangers nés en France.....	156
5 mars	Arrêté n° 190 c., relatif à l'incorporation de la classe 1938 (jeunes gens maintenus dans leurs foyers par mesures budgétaires).....	156
5 mars	Décision n° 191 c., portant congédiement et accordant une indemnité à divers agents auxiliaires des îles Australes.....	156
5 mars	Arrêté n° 192 c., relatif à la révision des étrangers sans nationalité ou bénéficiaires du droit d'asile.....	156
9 mars	Décision n° 207 i. p., portant octroi des bourses d'enseignement à l'école centrale de Papeete pour l'année 1940-1941.....	157
	Rectificatifs à l'arrêté n° 83 a. g. f., du 27 janvier 1939, paru au <i>Journal officiel</i> de la colonie du 29 février 1940, pages 112 à 115.....	158
	Extraits.....	158

ACTE MUNICIPAL

(Commune de Papeete.)

1940 27 fév.	Arrêté municipal modifiant l'article 8 de celui du 29 décembre 1938 réglementant les stationnements des véhicules à Papeete.....	158
--------------	--	-----

AVIS OFFICIEL

Souscription pour élever un monument au Roi Pomare V (Ile Moheia).....	158
--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUES

Mouvements du Port de Papeete pendant le mois de février 1940.....	158
Service météorologique. — Résumé des observations du mois de février 1940.....	159

DIVERS

Annonces judiciaires.....	160
---------------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 188 c., promulguant dans les Etablissements français de l'Océanie un décret du 16 novembre, un décret du 18 novembre, un décret du 26 novembre, un décret-loi et trois décrets du 29 novembre, un arrêté interministériel du 2 décembre, un décret du 5 décembre, un décret du 6 décembre, un décret du 8 décembre, deux décrets du 14 décembre, un décret du 21 décembre et un décret du 23 décembre 1939

(Du 5 mars 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la circulaire ministérielle n° 511, du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication dans les colonies des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leur forme et teneur :

1° le décret du 16 novembre 1939 relatif à la solde et aux indemnités des sous-lieutenants et aspirants de réserve en service aux colonies (J.O.R.F. du 3 décembre 1939, page 13646) ;

2° le décret du 18 novembre 1939 ayant pour objet de simplifier les formalités imposées aux héritiers en ligne directe et conjoint des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre (J.O.R.F. du 26 novembre 1939, page 13395) ;

3° le décret du 26 novembre 1939 concernant la prorogation des délais en matière de propriété industrielle, notamment à l'égard des mobilisés (J.O.R.F. du 28 novembre 1939, page 13461) ;

4° le décret du 29 novembre 1939 statuant sur les acquits-à-caution (J.O.R.F. du 2 décembre 1939, page 13571) ;

5° le décret-loi et le décret du 29 novembre 1939 étendant au profit des pupilles de l'assistance publique les dispositions du décret du 9 septembre 1939 accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations militaires (J.O.R.F. du 4 décembre 1939, pages 13654 et 13655) ;

6° le décret du 29 novembre 1939 relatif à la répression du trafic illicite des espèces et monnaies indochinoises (J.O.R.F. du 3 décembre 1939, page 13647) ;

7° l'arrêté interministériel du 2 décembre 1939 relatif à l'assainissement du marché des rhums coloniaux (J.O.R.F. du 4 décembre 1939, page 13661) ;

8° le décret du 5 décembre 1939 réglementant l'exportation des produits coloniaux (J.O.R.F. du 9 décembre 1939, page 13820);

9° le décret du 6 décembre 1939 relatif aux conseils d'administration des missions religieuses aux colonies (J.O.R.F. du 11 décembre 1939, page 13879);

10° le décret du 8 décembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobiliers (J.O.R.F. du 13 décembre 1939, page 13931);

11° le décret du 14 décembre 1939 étendant à diverses colonies le décret du 11 septembre 1939 relatif à l'exercice de la profession médicale en temps de guerre (J.O.R.F. du 16 décembre 1939, page 13974);

12° le décret du 14 décembre 1939 étendant à diverses colonies les dispositions du décret-loi du 19 octobre 1939 sur la faculté d'option des fils d'étrangers qui ont modifié la loi sur le recrutement de l'armée (J.O.R.F. du 17 décembre 1939, page 14002) et rectificatif (J.O.R.F. du 19 décembre 1939, page 14050);

13° le décret du 21 décembre 1939 réglementant la rémunération des prestations et réquisitions (J.O.R.F. du 24 décembre 1939, page 14168);

14° le décret du 23 décembre 1939 rendant applicables à l'Algérie, aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat les dispositions des décrets des 9 septembre et 19 octobre 1939 relatifs à l'office national et aux offices départementaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation (J.O.R.F. du 24 décembre 1939, page 14167) suivi des décrets susvisés (J.O.R.F. des 3 octobre 1939, page 11911 et 27 octobre 1939, page 12658).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCRET relatif à la solde et aux indemnités des sous-lieutenants et aspirants de réserve en service aux colonies.

(Du 16 novembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des colonies et du ministre des finances,

Vu le décret du 29 décembre 1903 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies et ses divers modificatifs;

Vu l'article 2 de la loi du 17 mars 1936 tendant à adopter le statut militaire à la période dite « des années creuses »;

Vu la loi du 5 août 1936 modifiant l'article 53 de la loi du 8 janvier 1925;

Vu l'article 55 de la loi du 25 février 1901 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1901,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — La position n° 21 : « Permissions accordées aux colonies » du tableau inséré à la suite de l'article 12 du décret du 29 décembre 1903 sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies, modifié par divers décrets, est complétée comme suit :

Ajouter, *in fine*, dans la colonne « Dispositions particulières » :

« Les sous-lieutenants de réserve nommés dans les conditions des articles 31 à 37 de la loi du 31 mars 1928 n'ont droit qu'à la solde d'absence pendant les permissions et congés de toute nature qui leur sont accordés au cours de leur service légal et qui ouvrent droit pour les officiers de l'armée active à la solde de présence ».

Dans le même tableau, ajouter une position n° 55 *bis*, ainsi libellée :

Les positions n°s 55 *bis*, 55 *ter* deviennent respectivement 55 *ter* et 55 *quater*.

Art. 2. — Les tableaux insérés à la suite des articles 12 et 15 du décret du 29 décembre 1903 reçoivent les modifications suivantes :

1^o Tableau « Positions ».

Ajouter une position n° 55 *quinquies*, ainsi libellée :

« Militaires nommés aspirants de réserve dans les conditions de l'article 2 de la loi du 17 mars 1936 ».

Colonne : « Règles d'allocation », mettre :

« Les règles d'allocation sont celles prévues à la position n° 55 *bis* : Militaires nommés officiers de réserve dans les conditions des articles 31 à 37 de la loi du 31 mars 1928 ».

Dans le même tableau :

N° 55. — « Convoqués pour des périodes d'exercice ou des stages d'instruction », paragraphe a, mettre : « Officiers, aspirants de réserve et sous-officiers de carrière ».

Colonne : « Dispositions particulières et observations », intercaler entre le premier alinéa et le suivant, le texte ci-après :

« Les aspirants de réserve reçoivent la solde budgétaire prévue au tarif qui leur est spécial, l'échelon de solde étant déterminé d'après le temps passé en activité ou en situation d'activité comme ci-dessus ».

NUMÉROS d'ordre des positions	POSITIONS	SUBDIVISIONS des positions	RÈGLES D'ALLOCATIONS	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES et observations.
55 <i>bis</i> .	Militaires nommés officiers de réserves dans les conditions des articles 31 à 37 de la loi du 31 mars 1928.	a) étant présents	Ont droit à la solde de présence du jour de la décision de nomination ou du jour de la prise de rang selon le cas. Les jeunes gens incorporés directement en qualité d'officiers de réserve ont droit à la solde de présence à compter du jour inclus de leur arrivée au corps.	Les officiers de réserve n'ont droit qu'à la solde d'absence pendant les congés ou permissions de toute nature qui leur sont accordés au cours de leur service légal et qui ouvrent droit pour les officiers de l'armée active à la solde de présence.
		b) étant absents.	Ont droit à la solde d'absence pour les jours passés en permissions depuis la décision de nomination ou la prise de rang jusqu'au jour de la rentrée et à la solde de présence du jour effectif de la rentrée.	

Mettre, *in fine* : « les dispositions qui précèdent sont applicables aux aspirants de réserve ».

N° 58.— Mobilisation, colonne : « Règles d'allocation » :

a) Intercaler entre le premier alinéa et le suivant le texte ci-après :

« Les aspirants de réserve rappelés à l'activité en temps de guerre reçoivent la solde budgétaire prévue au tarif qui leur est spécial et les accessoires attribués aux sous-officiers de carrière de l'armée active du grade d'adjudant-chef, les échelons de solde étant déterminés comme ci-dessus » ;

b) Modifier ainsi qu'il suit le début du deuxième alinéa actuel, qui devient le troisième alinéa :

Au lieu de : « Ceux, qui ultérieurement... », mettre : « Les officiers, aspirants de réserve et sous-officiers des catégories mentionnées aux deux alinéas précédents, qui ultérieurement... ».

2^e Tableau « Indemnités ».

N° 3 bis.— Indemnité pour charges militaires, colonne : « Règles d'allocation », premier alinéa, mettre :

« L'indemnité est due aux officiers et aux sous-officiers de carrière en activité ou en non-activité pour infirmités temporaires, aux officiers généraux en disponibilité, aux officiers et aspirants de réserve, accomplissant leur service légal ».

(Le reste sans changement.)

N° 8.— Indemnité de première mise d'équipement :

Colonne : « Règles d'allocation » : le deuxième alinéa est modifié comme suit :

« Toutefois, elle n'est payée aux sous-lieutenants et aux aspirants de réserve nommés postérieurement à leur libération du service actif qu'au moment où pour un motif d'ordre militaire ils sont mis dans l'obligation de porter, pour la première fois, la tenue du nouvel emploi ».

Colonne : « Dispositions particulières », entre le premier et le deuxième alinéa, ajouter l'alinéa suivant :

« Les officiers et aspirants de réserve qui démissionnent ou sont rayés des cadres par suite de révocation, de faillite ou de condamnation avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter du jour de leur nomination au grade ayant donné lieu à l'allocation de la première mise d'équipement, sont astreints au reversement de ladite première mise ».

N° 12.— Indemnité pour perte d'effets :

Au dernier alinéa de la colonne : « Dispositions particulières » et au-dessus des dispositions relatives aux héritiers, mettre :

« Les aspirants de réserve, les adjudants-chefs, adjudants et assimilés, les maîtres armuriers peuvent recevoir une indemnité dans la limite fixée au tarif n° 15 ».

Art. 3.— Les tarifs annexés au décret du 29 décembre 1903 reçoivent les modifications suivantes :

TARIF N° 2.— Solde des sous-officiers et caporaux-chefs ou brigadiers-chefs.

DÉSIGNATION	SOLDE BUDGETAIRE par an (1).	RETENUE à déduire (1).	SOLDE NETTE DE PRÉSENCE		
			Par an.	Par mois.	Par jour.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Aspirants de réserve et assimilés :					
7 ^e échelon (après 25 ans).....	15.893 62	953 62	14.940 »	1.245 »	41 50
6 ^e échelon (après 20 ans).....	15.395 74	923 74	14.472 »	1.206 »	40 20
5 ^e échelon (après 15 ans).....	14.897 87	893 87	14.004 »	1.167 »	38 90
4 ^e échelon (après 10 ans).....	14.400 »	864 »	13.536 »	1.128 »	37 60
3 ^e échelon (après 8 ans).....	13.902 13	834 13	13.068 »	1.089 »	36 30
2 ^e échelon (après 5 ans).....	13.289 36	797 36	12.492 »	1.041 »	34 70
1 ^{er} échelon (après la durée légale).....	10.876 60	652 60	10.224 »	852 »	28 40
Pendant la durée légale (2).....	10.224 »	»	»	852 »	28 40
Adjudants-chefs et assimilés.....					

(Le reste sans changement.)

(1) Les taux de solde budgétaire et de retenue sont à diminuer de 25 fr. 53 pour les militaires autres que les aspirants de réserve et les caporaux-chefs entrés dans l'armée postérieurement au 3 mars 1933.

Sont considérés à cet égard comme entrés dans l'armée postérieurement au 3 mars 1933, les militaires en cours de service légal à la date du 3 mars 1933, ainsi que les militaires libérés et rentrés dans l'armée après cette date.

(2) Pendant la durée légale du service, les aspirants de réserve reçoivent une solde budgétaire non soumise à retenue.

TARIF N° 14.— Indemnité de première mise d'équipement.

Colonne : « Désignations des emplois », mettre :

« Sous-lieutenants ou assimilés de réserve, 875.

« Aspirants de réserve et assimilés, 875 ».

(Le reste sans changement.)

Décret relatif à la solde et aux indemnités à allouer aux sous-lieutenants et aux aspirants de réserve en service aux colonies.

Le premier alinéa du texte placé en dessous de ce tarif est annulé et remplacé par le suivant :

« L'indemnité de 875 fr. est due aux médecins, pharma-

ciens, dentistes ou vétérinaires auxiliaires nommés en exécution de l'article 37 de la loi du 31 mars 1928 ; s'ils sont nommés médecins, pharmaciens, vétérinaires ou dentistes, sous-lieutenants de réserve conformément aux dispositions du même article, ils n'ont droit à aucune nouvelle indemnité. Il en est de même des sous-lieutenants de réserve provenant des aspirants de réserve ou des adjudants de l'armée active ».

TARIF N° 15.— Indemnités pour perte d'effets.

Colonne : « Grades », au lieu de : « Adjudant-chef, adjudant et assimilé », mettre : « Aspirant de réserve, adjudant-chef, adjudant et assimilé ».

TARIF N° 21. — Retenues journalières d'hôpital.

EMPLOI	MONTANT DE LA RETENUE JOURNALIÈRE AUX COLONIES			
	Avant 5 ans.	Après 5 ans.	Après 8 ans.	Après 10 ans.
	francs.	francs.	francs.	francs.
Aspirants de réserve et assimilés.....	7 »	7 »	7 »	8 30
Adjudants-chefs et assimilés.....	(Le reste sans changement).			

TARIF N° 23. — Indemnité spéciale en Indochine et en Chine.

Colonne : « Grades et échelons », B, sous-officiers », au lieu de : « Adjudant-chef », mettre : « Aspirant de réserve et assimilé et adjudant-chef ».

TARIF N° 23 bis. — Indemnité temporaire complémentaire en Indochine et en Chine.

Colonne : « Grades et échelons », B, sous-officiers », au lieu de : « Adjudant-chef », mettre : « Aspirant de réserve et assimilé et adjudant-chef ».

Art. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 16 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Décret ayant pour objet de simplifier les formalités imposées aux héritiers en ligne directe et conjoint des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 18 novembre 1939.

Monsieur le Président,

La loi du 16 avril 1917 a pris certaines dispositions simplifiant les formalités imposées aux héritiers des militaires ou marins tués à l'ennemi, et des civils décédés par suite de faits de guerre.

Le texte n'étant applicable qu'à la guerre 1914-1918, il nous a paru nécessaire d'en reconduire les dispositions, après l'avoir adapté aux circonstances actuelles.

Tel est l'objet du présent décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

GEORGES BONNET.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,
ALBERT SARRAUT.

*Le ministre des anciens combattants
et pensionnés,*
RENÉ BESSE.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

DÉCRET

(Du 18 novembre 1939).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur, du ministre des colonies et du ministre des anciens combattants et pensionnés ;

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRET :

Article 1^{er}. — Toutes les sommes dues à titre de pension, gratification de réforme, traitement, salaire ou secours, tous les fonds ou valeurs, jusqu'à concurrence de 10.000 fr., dûs soit par la caisse des dépôts et consignations ou par l'une des caisses dont elle a la gestion, soit par les caisses d'épargne, peuvent être payés ou remis aux conjoints, héritiers en ligne directe ou collatéraux privilégiés, sur la production d'un certificat établi par le maire, le juge de paix ou le notaire, indiquant les circonstances du décès et énonçant que les parties y dénommées ont, seules, droit d'effectuer le retrait en qualité d'héritiers, lorsqu'ils dépendent d'une des successions suivantes :

1^o Des militaires des armées françaises et alliées de terre de mer et de l'air morts sous les drapeaux pendant la durée de la guerre actuelle ;

2° Des mêmes militaires qui, soit sous les drapeaux, soit après renvoi dans leurs foyers, seront morts dans l'année à compter de la cessation des hostilités de blessures reçues ou de maladies contractées pendant la durée de la guerre ;

3° Des personnes de nationalité française, ou appartenant aux pays alliés, qui auront été tuées par l'ennemi, au cours des hostilités, ou seront décédées des suites de faits de guerre, soit durant les hostilités, soit dans l'année à compter de leur cessation ;

4° Des médecins et autres personnes de nationalité française, ou appartenant aux pays alliés, qui seront décédés durant les hostilités ou dans l'année à compter de leur cessation, des suites de maladies contractées au cours des soins donnés dans les hôpitaux et autres formations sanitaires, aux malades et aux blessés des armées françaises et alliées de terre, de mer et de l'air.

Il en est de même des objets et, jusqu'à concurrence de 10.000 fr., des sommes ou valeurs comprises dans les successions liquidées par l'autorité militaire. Toutefois, pour les objets d'une valeur n'excédant pas 1.500 fr., à remettre par l'autorité militaire, le certificat susvisé peut être remplacé par une attestation du maire, du juge de paix ou du notaire, contenant les indications exigées par les règlements en ce qui concerne les ayants droit.

La justification du décès du militaire peut résulter, à défaut de l'acte de décès, d'un certificat ou avis de l'autorité militaire notifiant le décès, ou d'un certificat du maire reproduisant la notification faite par l'autorité militaire.

Art. 2. — Est valablement effectuée entre les mains de la veuve à moins d'opposition de la part des héritiers, légataires ou créanciers, la remise des deniers ou valeurs et objets dépendant de la succession d'un militaire décédé sous les drapeaux, et compris dans la liquidation faite par les soins de l'autorité militaire, en vertu des règlements en vigueur.

La veuve est, en pareil cas, dispensée de caution et d'emploi, sauf à elle à répondre, s'il y a lieu, des sommes ainsi touchées des valeurs et objets ainsi retirés, vis-à-vis des héritiers ou légataires, au même titre que toutes autres valeurs dépendant de la succession ou de la communauté.

La justification du décès du mari peut être établie dans les conditions déterminées par le dernier alinéa de l'article 1^{er} ci-dessus.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à la veuve divorcée ou séparée de corps.

Art. 3. — Les actes ou pièces qui sont exclusivement relatifs à l'application du présent décret et qui font mention de l'usage auquel ils sont destinés, sont exempts de la légalisation, dispensés de timbre et, s'il y a lieu, enregistrés gratis.

Art. 4. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Art. 5. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur, le ministre des anciens combattants et pensionnés et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Fait à Paris, le 18 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

GEORGES BONNET.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

*Le ministre des anciens combattants
et pensionnés,*

RENÉ BESSE.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET concernant la prorogation des délais en matière de propriété industrielle, notamment à l'égard des mobilisés.

(Du 26 novembre 1939).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre du commerce.

Vu la loi du 5 juillet 1884 sur les brevets d'invention, modifiée par les lois du 31 mai 1856, du 7 avril 1900 et du 26 décembre 1908 ;

Vu le décret du 6 décembre 1926 relevant le taux des taxes des brevets d'invention pris en application de l'article 2 de la loi du 3 août 1926 ;

Vu l'article 2 de la loi du 4 avril 1931 rendant applicables aux Français les dispositions des conventions internationales qui seraient plus favorables que celles de la loi interne pour protéger les droits dérivant de la propriété industrielle ;

Vu la loi du 19 mars 1937 tendant à instituer un mode de fixation du montant de la taxe de publication à percevoir lors du dépôt d'un brevet d'invention ou d'un certificat d'addition ;

Vu le décret du 2 mai 1938 créant une taxe complémentaire des annuités des brevets d'invention au profit de l'office national de la propriété industrielle, pris en application de la loi du 13 avril 1938 ;

Vu le décret du 29 juillet 1939 prolongeant la durée de validité des brevets d'invention ;

Vu la loi du 23 juin 1857 sur les marques de fabriques et de commerce ;

Vu la loi du 26 juin 1920 instituant des taxes spéciales pour le service de la propriété industrielle et l'immatriculation au registre du commerce et le décret d'application du 11 septembre 1920 ;

Vu la loi du 11 juillet 1909 sur les dessins et modèles et le règlement d'administration publique du 26 juin 1911 rendu pour l'exécution de ladite loi ;

Vu la loi du 13 avril 1908 et le décret du 17 juillet 1908 relatifs à la protection temporaire de la propriété industrielle dans les expositions ;

Vu la loi du 6 avril 1939 et le décret du 26 juillet 1939 approuvant et promulguant les actes signés à Londres le 2 juin 1934 ;

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à accorder au gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Tous les délais fixés par les lois, règlements et conventions internationales en vigueur et relatifs à l'acquisition et à la conservation des droits de propriété industrielle, notamment en matière de brevets d'invention, de marques de fabrique et de dessins et modèles, expirés ou venant à expiration entre le 21 août inclus et le 31 décembre 1939 inclus, sont prolongés jusqu'à cette dernière date.

Art. 2. — A partir du 2 septembre 1939 et jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement par décret, les délais dans lesquels peuvent être payées les annuités des brevets d'invention, y compris la taxe complémentaire instituée par le décret du 2 mai 1938, sont suspendus au profit des militaires appartenant aux formations de l'armée et du territoire, de personnes appartenant aux formations visées par l'article 11 (alinéa 1^{er}, § E) de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre ou des sociétés de commerce dont tous les associés en nom collectif ou les gérants appartiennent aux mêmes formations. Les conditions dans lesquelles ces annuités seront acquittées après la cessation des hostilités seront fixées ultérieurement.

Art. 3. — Jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement, les demandes de brevets d'invention ou de certificats d'addition effectuées par les personnes se trouvant dans les conditions visées à l'article précédent ou en leur nom pourront être déposées, sans paiement préalable des taxes légales. Les brevets faisant l'objet de ces demandes ne seront pas délivrés ; toutefois, le déposant aura la faculté d'acquitter lesdites taxes à un moment quelconque pour obtenir cette délivrance. Si, dans un délai et des conditions qui seront fixés après la cessation des hostilités, les taxes n'ont pas été acquittées, les demandes de brevets dont il s'agit seront considérées comme nulles et les pièces déposées détruites à moins qu'elles n'aient été réclamées par les déposants ou leurs mandataires dans le délai qui leur aura été imparti.

Art. 4. — Les dispositions contenues à l'article 1^{er} du présent décret ne pourront bénéficier aux ressortissants des pays étrangers que dans la mesure où ces pays accorderont la réciprocité aux ressortissants français.

Art. 5. — Les dispositions du présent décret sont applicables à l'Algérie et aux colonies. Elles seront soumises à la ratification des Chambres, dans les conditions fixées par la loi du 19 mars 1939.

Art. 6. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 26 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre et des affaires étrangères*
EDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le ministre du commerce,
FERNAND GENTIN.

Décret statuant sur les acquits-à-caution.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 18 novembre 1939.

Monsieur le Président,

Un décret du 20 septembre a fixé à cinq fois la valeur de la marchandise, dans le cas d'un navire visité dans les eaux françaises, les paiements à effectuer par les souscripteurs d'un acquit-à-caution garantissant l'arrivée à destination de cette marchandise en pays neutre et sa non-réexportation, directement ou indirectement, vers un pays ennemi ou occupé par l'ennemi.

Il est apparu, en pratique, que ce chiffre pouvait, dans certains cas, être excessif et conduire les intéressés à immobiliser des sommes trop importantes ou à obtenir des garanties bancaires dans des conditions trop onéreuses.

Afin de pouvoir faire un appel plus fréquent au système des acquits-à-caution, il semble désirable de l'assouplir et de permettre au comité de contrebande qui, en vertu de l'arrêté d'application du 29 septembre 1939, détermine, s'il y a lieu, d'exiger ou non un acquit-à-caution, de fixer lui-même le montant de la caution par rapport à la valeur de la marchandise. C'est à cet objet que répond le décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre de la marine,

C. CAMPINCHI.

Le ministre du blocus,

GEORGES PERNOT.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET

(Du 29 novembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre de la marine, du ministre du blocus, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur et du ministre des colonies,

Vu le décret du 20 septembre 1939 relatif à la souscription d'un acquit-à-caution pour les marchandises à bord de bateaux visités dans les eaux françaises ;

Vu la loi du 19 mars 1939 autorisant le Gouvernement à prendre par décrets les mesures nécessaires à la défense du pays ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — La somme à payer en cas de défaut de décharge de l'acquit visé au paragraphe 3 de l'article 1^{er} du décret du 20 septembre 1939, relatif à la souscription d'un acquit-à-caution pour les marchandises à bord de navires visités dans les eaux françaises, pourra être fixé par le comité de contrebande, dans les conditions prévues à l'arrêté du 29 septembre 1939, à un chiffre d'au moins la valeur de la marchandise et d'au plus le quintuple de cette valeur.

Art. 2. — Le présent décret est applicable en Algérie et dans les colonies françaises.

Art. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Art. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre de la marine, le ministre du blocus, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 29 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères,

EDOUARD DALADIER.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

Le ministre du blocus,
GEORGES PERNOT.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,
ALBERT SARRAUT.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Décret étendant au profit des pupilles de l'assistance publique les dispositions du décret du 9 septembre 1939 accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations militaires.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 29 novembre 1939.

Monsieur le Président,

Un décret du 9 septembre dernier a accordé, aux familles bénéficiaires des allocations militaires, la faculté d'adresser gratuitement à leurs membres mobilisés un colis mensuel d'un poids maximum de 2 kilogrammes.

D'autre part, un décret du 30 octobre a institué, en faveur des envois faits à tous les mobilisés, un tarif spécial comportant une réduction supérieure à 50 p. 100 sur le tarif normal.

Il nous paraît nécessaire de compléter ces dispositions par l'extension de la gratuité aux mobilisés, pupilles ou anciens pupilles de l'assistance publique dont les tuteurs ou anciens tuteurs légaux ne peuvent prétendre au bénéfice des alloca-

tions militaires et qui, pourtant, continuent de jouer auprès de leurs anciens pupilles le rôle familial qu'ils avaient assumé.

Si vous approuvez ce texte, nous vous prions de le revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et des affaires étrangères,

EDOUARD DALADIER.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,

JULES JULIEN.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Le ministre de l'intérieur,
ALBERT SARRAUT.

DÉCRET

(Du 29 novembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des postes, télégraphes et téléphones, du ministre des finances, du ministre des colonies et du ministre de l'intérieur,

Vu le décret du 9 septembre 1939 accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations aux familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux pendant la mobilisation ;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le bénéfice des dispositions du décret du 9 septembre 1939 est étendu aux tuteurs ou anciens tuteurs légaux des pupilles ou anciens pupilles de l'assistance publique.

Ces tuteurs ou anciens tuteurs auront la faculté d'exercer eux-mêmes leur droit à la franchise ou de le déléguer, soit aux parents nourriciers ou anciens nourriciers, soit aux patrons ou anciens patrons des pupilles ou anciens pupilles.

Art. 2. — Le présent décret est applicable à l'Algérie, à la Tunisie, au Maroc, aux colonies ou territoires sous mandat.

Art. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre des postes, télégraphes et téléphones, le ministre des finances, le ministre des colonies et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Fait à Paris, le 29 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le ministre des postes, télé-
graphes et téléphones,*

JULES JULIEN.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

DÉCRET étendant au profit des pupilles de l'assistance publique les dispositions du décret du 9 septembre 1939 accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations militaires.

(Du 29 novembre 1939).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations militaires et le décret du 9 septembre 1939 qui en fixe les conditions d'application ;

Vu le décret-loi du 29 novembre 1939 étendant au profit des pupilles de l'assistance publique les dispositions du décret du 9 septembre 1939 ;

Sur la proposition du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des postes, télégraphes et téléphones, du ministre des finances, du ministre des colonies et du ministre de l'intérieur,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le droit à la franchise pour l'envoi de paquets postaux militaires aux pupilles ou anciens pupilles de l'assistance publique, accordé aux tuteurs ou anciens tuteurs légaux par le décret-loi du 29 novembre 1939, est exercé :

1^o Par le directeur de l'assistance publique de Paris ou par ses agents de surveillance, s'il s'agit d'un pupille du département de la Seine ;

2^o Par les préfets ou leurs délégués, les inspecteurs départementaux, s'il s'agit d'un pupille des autres départements.

Art. 2. — Le texte de l'article 4 du décret du 9 septembre 1939 est remplacé par le suivant :

« Il est délivré une feuille d'expédition par enfant présent sous les drapeaux.

« S'il s'agit d'une famille jouissant d'une allocation militaire, les feuilles indiquent respectivement comme expéditeur et destinataire des envois, le bénéficiaire de l'allocation et chacun de ceux des enfants présents sous les drapeaux. »

Art. 3. — Soit qu'ils désirent exercer leur droit directement ou qu'ils consentent à le déléguer aux parents nourriciers ou anciens nourriciers, ou bien encore aux patrons ou anciens patrons de pupilles ou anciens pupilles mobilisés, les fonctionnaires désignés à l'article 1^{er} adressent une demande au directeur des postes, télégraphes et téléphones du département de leur résidence.

Cette demande, dont il est pris note par le tuteur ou ancien tuteur légal, au dossier du pupille ou ancien pupille, indique :

1^o Le nom et l'adresse de la personne qui désire faire les envois ainsi que sa situation à l'égard du pupille mobilisé ;

2^o Le nom de ce pupille et la formation militaire à laquelle il appartient ;

3^o La déclaration qu'aucun autre nourricier ou patron n'a déjà été autorisé à expédier un paquet gratuit au pupille désigné.

Art. 4. — Lorsqu'un tuteur ou ancien tuteur de pupilles mobilisés est saisi simultanément de plusieurs demandes d'envois gratuits en faveur d'un même pupille, il délègue son droit de franchise au nourricier ou ancien nourricier de préférence au patron ou ancien patron.

Il renvoie aux intéressés les demandes auxquelles il ne peut être donné suite. Il agit de même lorsque l'envoi d'un paquet gratuit a déjà été autorisé au nom du pupille désigné.

Art. 5. — Les directeurs de postes, télégraphes et téléphones examinent les demandes qui leur sont transmises par les tuteurs ou anciens tuteurs et, s'il y a lieu, font délivrer une feuille d'expédition en franchise à la personne indiquée sur ces demandes. Il ne peut être délivré qu'une seule feuille pour un même pupille ou ancien pupille.

Art. 6. — Les envois sont admis dans les conditions indiquées aux articles 3, 5, 6, 7, 8 et 9 du décret du 9 septembre 1939.

Les feuilles d'expédition égarées ou détruites sont remplacées comme il est dit à l'article 10 du décret précité.

Art. 7. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, les ministres des postes, télégraphes et téléphones, des finances, des colonies et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre et
des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le ministre des postes,
télégraphes et téléphones,*

JULES JULIEN.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

DÉCRET relatif à la répression du trafic illicite des espèces et monnaies indochinoises.

(Du 29 novembre 1939).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Toute personne convaincue d'avoir acheté, vendu ou cédé, d'avoir tenté ou proposé d'acheter, de vendre ou de céder des espèces et monnaies indochinoises à un

prix dépassant leur valeur légale ou moyennant une prime quelconque, sera condamnée à une peine de six jours à un an d'emprisonnement et à une amende de 100 fr. à 5.000 fr. ou à l'une de ces deux peines seulement.

La confiscation des espèces et monnaies indochinoises sera obligatoirement prononcée à l'encontre des délinquants.

L'article 463 du code pénal est applicable au délit prévu par le présent décret.

Art. 2. — Le ministre des colonies, le ministre des finances et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*
GEORGES BONNET.

ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL relatif à l'assainissement du marché des rhums coloniaux.

(Du 2 décembre 1939).

LE MINISTRE DES COLONIES ET LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu l'article 25 de la loi de finances du 31 décembre 1937 ;

Vu le décret du 8 mars 1938 relatif à l'assainissement du marché du rhum ;

Vu l'arrêté du 28 juin 1938 relatif aux mesures de déblocage des rhums coloniaux ;

Vu l'arrêté du 30 juin 1938 qui partage le contingent annuel de rhum des colonies en dix tranches égales,

ARRÊTENT :

Article 1^{er}. — Sont libérés et peuvent, en conséquence, être versés à la consommation tous les rhums et tafias appartenant aux quatrième et cinquième tranches du contingent 1939.

Art. 2. — Le directeur général des douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 2 décembre 1939.

Le ministre des colonies
GEORGES MANDEL.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

DÉCRET réglementant l'exportation des produits coloniaux.

(Du 5 décembre 1939).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'article 28 du décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Des arrêtés des chefs des colonies pourront réglementer l'exportation des produits coloniaux sur la mé-

tropole, sur les autres colonies françaises et sur l'étranger et prescrire toutes mesures destinées à faciliter cette exportation.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Fait à Paris, le 5 décembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Conseils d'administration des missions religieuses aux colonies.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 6 décembre 1939.

Monsieur le Président,

En vue de donner aux biens des missions religieuses aux colonies une situation juridique qui leur faisait défaut, un décret du 16 janvier 1939 a prévu les dispositions légales qui apparaissaient nécessaires.

Bien qu'ayant été favorablement accueilli, ce texte a fait l'objet de demandes de modifications des articles 2 et 8 concernant le choix du président et des membres du conseil d'administration, ainsi que l'acceptation des dons et legs.

Ces vœux m'ayant paru mériter d'être retenus, j'ai fait préparer le présent projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

DÉCRET

(Du 6 décembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 16 janvier 1939 instituant aux colonies des conseils d'administration des missions religieuses ;

Sur le rapport du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les articles 2 et 8 du décret susvisé du 16 janvier 1939 portant institution aux colonies de conseils d'administration des missions religieuses sont modifiés comme suit :

Art. 2. — Dernier alinéa. — Le choix du président et des membres du conseil d'administration est soumis à l'agrément du chef de la colonie, à moins qu'il ne s'agisse, pour la mission catholique, du chef même de la circonscription missionnaire dont il suffira que la nomination, comme président, soit notifiée au chef de la colonie. En cas de refus de l'agrément, la décision du chef de la colonie devra être motivée. Appel pourra en être porté devant le ministre des colonies, qui statuera définitivement.

Art. 8. — Est soumise à l'autorisation du chef de la colonie

l'acceptation par les missions religieuses des legs à elles faits par des citoyens français, par des personnes de statut européen ou assimilé, ainsi que par des indigènes n'ayant pas la qualité de citoyens français.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 décembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Actions en justice et prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 8 décembre 1939.

Monsieur le Président,

Un décret du 1^{er} septembre 1939 déclaré expressément applicable aux colonies des Antilles, de la Guyane et de la Réunion, étendu ensuite à tous les territoires relevant du ministère des colonies par décret du 9 septembre 1939, a légiféré relativement aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés.

Un décret-loi du 3 novembre 1939 vient de modifier l'article 2 du décret du 1^{er} septembre 1939 et il nous est apparu opportun d'en rendre les dispositions applicables à tous les territoires relevant du ministère des colonies.

Le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction répond à cette préoccupation.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

GEORGES BONNET.

DÉCRET

(Du 8 décembre 1939).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu les articles 6, 8 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun, confirmé à la France par la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919 ;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés ;

Vu le décret du 9 septembre 1939 déclarant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion, les dispositions du décret susvisé du 1^{er} septembre 1939 ;

Vu le décret du 3 novembre 1939 modifiant l'article 2 du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux actions en justice et

aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions du décret susvisé du 3 novembre 1939, modifiant l'article 2 du décret du 1^{er} septembre 1939, relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés, sont déclarées applicables à tous les territoires relevant du ministère des colonies.

Art. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux Journaux officiels de la République française et des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 8 décembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

GEORGES BONNET.

Exercice de la profession médicale en temps de guerre.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 12 décembre 1939.

Monsieur le Président,

Un décret-loi du 11 septembre 1939 a réglé l'exercice de la profession médicale en temps de guerre.

Il m'est apparu opportun d'en adapter les dispositions telles qu'elles figurent au *Journal officiel* du 12 septembre 1939, aux colonies et aux territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

Le projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction répond à cette préoccupation.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET

(Du 14 décembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre et le décret du 2 mai 1939, réglementant l'application de cette loi dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies ;

Vu le décret-loi du 11 septembre 1939, relatif à l'exercice de la profession médicale en temps de guerre.

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions du décret-loi du 11 septembre 1939, relatif à l'exercice de la profession médicale en temps de guerre, sont déclarées applicables aux territoires relevant du ministère des colonies.

Art. 2. — Les attributions dévolues par le texte susvisé au préfet seront exercées par le gouverneur ou le chef du territoire.

Les pouvoirs dévolus par l'article 1^{er} au ministre de la santé publique seront exercés par le ministre des colonies.

Le montant de la rémunération prévue à l'article 3 sera fixé par arrêté local soumis à l'approbation du ministre des colonies. Les médecins chargés d'un service public permanent, à l'exclusion de tout exercice de la clientèle, auront droit à un traitement égal au traitement de début de médecin de l'assistance médicale gratuite ou de médecin de l'assistance médicale indigène et éventuellement aux indemnités attachées à ces fonctions.

Aux médecins ressortissants de pays alliés ou neutres visés à l'article 4, s'appliqueront les dispositions de l'article 29 du décret du 2 mai 1939.

Pour les questions visées à l'article 6, est applicable le décret du 2 mai 1939.

Art. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié aux Journaux officiels de la République française et des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 14 décembre 1939,

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Modification de la loi sur le recrutement de l'armée.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 14 décembre 1939.

Monsieur le Président,

Un décret-loi du 19 octobre 1939 concernant la faculté d'option des fils d'étrangers nés en France a modifié la loi du 10 août 1927 sur la nationalité et, par voie de conséquence, l'article 12 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. Ce texte, en vigueur aux Antilles et à la Réunion, a été rendu applicable aux seules colonies régies par le décret du 5 novembre 1928 fixant les conditions d'acquisition, de perte et de recouvrement de la qualité de Français par un décret du 8 décembre 1939. Dans nos autres possessions, en effet, des réglementations particulières ont écarté les dangers qui pouvaient résulter de l'acquisition automatique de notre nationalité en limitant les effets du *jus soli*.

Il apparaît toutefois nécessaire d'étendre à tous nos territoires d'outre-mer les dispositions du décret-loi précité relatives au recrutement de l'armée, certains fils d'étrangers, nés en France, pouvant résider aux colonies au moment de leur incorporation.

Tel est l'objet du présent décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET

(Du 14 décembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée ;
Vu le décret-loi du 19 octobre 1939, concernant la faculté d'option des fils d'étrangers nés en France, qui a modifié l'article 12 de la loi du 31 mars 1928 ;

Vu le décret du 8 décembre 1939, étendant aux colonies régies par le décret du 5 novembre 1928 sur la nationalité les dispositions du décret-loi du 19 octobre 1939 concernant la faculté d'option des fils d'étrangers nés en France,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Les dispositions de l'article 6 du décret-loi du 19 octobre 1939, concernant la faculté d'option des fils d'étrangers nés en France, qui ont abrogé l'alinéa 1^{er} de l'article 12 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, pendant la durée des hostilités, sont étendues aux territoires d'outre-mer autres que les Antilles, la Réunion et les colonies régies par le décret du 5 novembre 1928 sur la nationalité.

Les jeunes gens visés aux articles 1^{er}, 2, 3 et 4 du décret-loi du 19 octobre 1939, concernant la faculté d'option des fils d'étrangers nés en France, participeront aux opérations de recrutement en même temps que les jeunes gens de leur classe d'âge. Ils ne pourront toutefois être incorporés avant l'expiration du délai de trois mois prévu par lesdits articles, à moins qu'ils n'aient souscrit la déclaration prévue par l'alinéa 2 de l'article 12 de la loi du 31 mars 1928.

Les jeunes gens visés aux articles 2 et 4 du décret-loi précité, dont la classe a déjà été recensée, participeront aux opérations de recrutement en même temps que les jeunes gens dont la classe sera en formation lors de la promulgation du présent décret. Ils ne pourront toutefois être incorporés avant le délai de trois mois prévu pour la répudiation à moins qu'ils n'aient souscrit la déclaration prévue par l'alinéa 2 de l'article 12 de la loi du 31 mars 1928.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 14 décembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Rémunération des prestations et réquisitions.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 21 décembre 1939.

Monsieur le Président,

Le décret portant règlement d'administration publique du 2 septembre 1939, qui a fixé les conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre des colonies, stipule en son article 1^{er} : « La rémunération des prestations ayant donné lieu à des accords amiables fera l'objet d'un décret ultérieur ».

Le décret du 1^{er} septembre 1939 a déterminé les conditions dans lesquelles seront rémunérées en France les prestations ayant fait l'objet d'accords amiables conclus en temps de guerre pour la satisfaction des besoins de la défense nationale. Il convient donc d'étendre maintenant ces dispositions

aux territoires d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre des colonies.

Tel est l'objet du présent décret que nous avons l'honneur, si vous en approuvez les termes, de soumettre à votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*
EDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

DÉCRET

(Du 21 décembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies,

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu l'article 28 du décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique appliquant les dispositions de la loi du 11 juillet 1938 aux territoires d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre des colonies;

Vu le décret du 2 septembre 1939 portant règlement d'administration publique sur l'emploi des ressources de ces mêmes territoires,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Dans les territoires d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre des colonies, les loyers des biens immobiliers occupés pour les besoins de la défense nationale à la suite d'accords amiables ne peuvent excéder les prix moyens des locations d'immeubles de même nature obtenus au cours des cinq années ayant précédé la mobilisation et constatés, soit dans des actes ayant acquis date certaine, soit dans des déclarations régulièrement déposées auprès des administrations fiscales.

Art. 2. — Pour les produits agricoles et tous les autres produits susceptibles d'être taxés, les prix des accords amiables sont fixés sur la base des mercuriales de cinq années ayant précédé la mobilisation, compte tenu de tous les éléments de nature à imposer la modification des cours.

Art. 3. — Les accords amiables conclus avec les entreprises industrielles ou commerciales pour la fourniture de matériels, produits ou prestations nécessaires aux besoins du pays, sont établis sur la base des prix normaux moyens du semestre précédant la mobilisation, avec échelle de majorations ou de diminutions selon les variations du taux des salaires, du cours des matières, des tarifs des transports et des frais généraux justifiés, ou toutes autres variations dues aux circonstances.

La rémunération du capital investi ne pourra pas dépasser l'excédent du produit net de l'exploitation sur les prélèvements déterminés dans les conditions ci-après :

a) Lorsque le montant global des marchés visés au paragraphe précédent dépasse 500.000 francs par an, le prélèvement annuel opéré au profit du budget auquel incombe le paiement de la fourniture ou des prestations est calculé d'après le barème suivant :

25 p. 100 de la tranche de produit net ne dépassant pas 2 p. 100 du chiffre d'affaires résultant des accords ;

50 p. 100 de la tranche de produit net comprise entre 2 p. 100 et 6 p. 100 du même chiffre d'affaires ;

75 p. 100 de la tranche de produit net comprise entre 6 p. 100 et 8 p. 100 du même chiffre d'affaires ;

100 p. 100 de la tranche de produit net excédant 8 p. 100 du même chiffre d'affaires.

Toutefois, les pourcentages ci-dessus de 2, 6 et 8 p. 100 seront doublés pour les chiffres d'affaires provenant de marchés à façon. Ils seront quadruplés et calculés en ce cas sur les commissions brutes pour les marchés ou achats à la commission.

La rémunération prévue ci-dessus reste, en outre, assujettie aux impôts de droit commun frappant les revenus industriels et commerciaux ;

b) Lorsque le montant global des mêmes marchés n'excède pas 500.000 francs par an, les entreprises sont soumises à des prélèvements analogues dont les barèmes et les modalités d'application seront fixés par des décrets ultérieurs.

Art. 4. — Les indemnités, traitements ou salaires de tous ceux qui prennent, en vertu d'accords amiables, une part directe et continue à l'exploitation d'entreprises fournissant les prestations nécessaires aux besoins du pays, sont déterminés conformément aux dispositions prévues par l'article 26 du décret du 2 mai 1939.

Art. 5. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 décembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,*
EDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

DÉCRET rendant applicable à l'Algérie, aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat les dispositions des décrets des 9 septembre et 19 octobre 1939 relatifs à l'office national et aux offices départementaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation.

(Du 23 décembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des anciens combattants et pensionnés, du ministre des colonies et du ministre des finances, Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 27 juillet 1917, modifiée par la loi du 26 octobre 1922, instituant l'office national des pupilles de la nation ;

Vu la loi du 29 mars 1918 et les décrets des 23 octobre 1918, 9 octobre 1923 et 24 mai 1927 fixant les conditions d'application de ladite loi aux colonies ;

Vu la loi du 2 janvier 1918 concernant la rééducation professionnelle et l'office national des mutilés et réformés de la guerre et le décret du 24 octobre 1919 rendant ladite loi applicable aux colonies ;

Vu l'article 101 de la loi de finances du 19 décembre 1926, instituant l'office national du combattant, et le décret du 24 août 1930, modifié par les décrets du 4 décembre 1930 et du 8 avril 1933, déterminant les conditions d'application de ladite loi aux colonies ;

Vu la loi du 11 mai 1933 fusionnant l'office national du combattant et l'office national des mutilés et réformés de la guerre et le décret du 11 mai 1934 rendant ladite loi applicable aux colonies ;

Vu le décret-loi du 19 avril 1934 fusionnant l'office national des pupilles de la nation avec l'office national des mutilés, combattants et victimes de la guerre et le décret du 24 novembre 1937 portant organisation des offices coloniaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation ;

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 étendant le bénéfice de toutes les dispositions législatives et réglementaires régissant les victimes de la guerre 1914-1918 et dont l'office national des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation a été chargé d'assurer l'application, aux mêmes catégories de victimes de la guerre actuelle ;

Vu le décret-loi du 19 octobre 1939 tendant à autoriser l'office national et les offices départementaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation à accorder des secours aux veuves, orphelins et ascendants des militaires morts pour la France avant qu'il ait été statué sur leurs droits à pension,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions du décret du 9 septembre 1939 susvisé sont déclarées applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies.

Art. 2. — Les dispositions du décret du 19 octobre 1939 sont étendues aux offices coloniaux et locaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation.

Art. 3. — Le ministre des anciens combattants et pensionnés, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 décembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des anciens combattants
et pensionnés,*
RENÉ BESSE.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Décret concernant les pensionnés, veuves, ascendants, orphelins de militaires morts pour la France et les victimes civiles de la guerre actuelle.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 9 septembre 1939.

Monsieur le Président.

Les lois des 27 juillet 1917 et 2 janvier 1918, notamment, ont confié respectivement à l'office national et aux offices départementaux des pupilles de la nation ainsi qu'à l'office national et aux comités départementaux des mutilés et réformés de la guerre, fusionnés depuis 1934 en offices national et départementaux communs, la haute mission d'assurer aux pensionnés ainsi qu'aux veuves, ascendants et orphelins de militaires morts pour la France et victimes civiles de la guerre 1914-1918 le patronage et l'appui permanents qui leur sont dus par la reconnaissance de la nation.

Nous estimons qu'il est de notre devoir de donner immédiatement un égal témoignage de notre sollicitude aux mêmes catégories de victimes de la guerre actuelle en leur étendant

le bénéfice des dispositions antérieures et en utilisant pour cette noble tâche les organismes susvisés qui ont une longue expérience et possèdent tout un ensemble d'institutions appropriées.

C'est l'objet du texte suivant pris dans la forme des décrets-lois que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

*Le ministre des anciens combattants
et pensionnés,*

CHAMPETIER DE RIBES.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

PAUL MARCHANDEAU.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

DÉCRET

(Du 9 septembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre des anciens combattants et pensionnés, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des finances,

Vu la loi du 27 juillet 1917 instituant des pupilles de la nation et les textes pris pour son application ;

Vu la loi du 2 janvier 1918 concernant la rééducation professionnelle et l'office national des mutilés et réformés de la guerre et les textes pris pour son application ;

Vu l'article 76 de la loi du 31 mars 1919, modifié par la loi du 23 mars 1928, étendant aux veuves pensionnées au titre de ladite loi le bénéfice de la loi du 2 janvier 1918 et les textes pris pour son application ;

Vu l'article 28 de la loi du 31 mai 1921 chargeant l'office national des mutilés et réformés de la guerre de la rééducation professionnelle des victimes civiles de la guerre bénéficiaires de la loi du 24 juin 1919 et les textes pris pour son application ;

Vu la loi du 19 juillet 1930 étendant aux ascendants des militaires morts pour la France le bénéfice de la loi du 2 janvier 1918 et les textes pris pour son application ;

Vu l'article 101 de la loi du 19 décembre 1926 instituant l'office national du combattant et créant la carte du combattant et les textes pris pour son application ;

Vu le décret du 19 avril 1937 relatif à la fusion de l'office national des mutilés combattants et victimes de la guerre, et de l'office national des pupilles de la nation et les textes pris pour son application ;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Le bénéfice de toutes les dispositions législatives et réglementaires régissant les victimes de la guerre de 1914-1918 et dont l'office national des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation a été chargé d'assurer l'application, est étendu aux mêmes catégories de victimes de la guerre actuelle.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense

tionale et de la guerre, le ministre des anciens combattants et pensionnés, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *journal officiel* de la République française et soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Fait à Paris, le 9 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de
la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

*Le ministre des anciens combattants
et pensionnés,*

CHAMPETIER DE RIBES.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

PAUL MARCHANDEAU.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Décret tendant à autoriser l'office national et les offices départementaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation à accorder des secours aux veuves, orphelins et ascendants des militaires morts pour la France avant qu'il ait été statué sur leurs droits à pension.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 19 octobre 1939.

Monsieur le Président.

Le décret-loi du 9 septembre 1939 a étendu aux victimes de la présente guerre le bénéfice de toutes les dispositions législatives et réglementaires régissant les victimes de la guerre de 1914-1918 et dont l'office national des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation a été chargé d'assurer l'application.

Mais dans l'état actuel de la législation, les ayants cause des militaires décédés ne peuvent être secourus que lorsqu'ils sont en possession d'un titre de pension délivré en application de la loi du 31 mars 1919.

La délivrance de celui-ci exigeant un certain délai, il importe de permettre à l'office national et aux offices départementaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation d'intervenir dans la période qui suit immédiatement le décès et qui est précisément celle qui comporte les situations les plus douloureuses.

C'est l'objet du présent décret-loi que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre de
la défense nationale et de la
guerre et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le ministre des anciens combattants
et pensionnés,*
RENÉ BESSE.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

DÉCRET

(Du 19 octobre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des anciens combattants et pensionnés et du ministre des finances ;

Vu l'article 76 de la loi du 31 mars 1919, modifié par la loi du 23 mars 1928, étendant aux veuves pensionnées au titre de ladite loi le bénéfice de la loi du 2 janvier 1918 et les textes pris pour son application ;

Vu la loi du 19 juillet 1930 étendant aux ascendants des militaires morts pour la France le bénéfice de la loi du 2 janvier 1918 et les textes pris pour son application ;

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 concernant les pensionnés, veuves, ascendants, orphelins de militaires morts pour la France et les victimes civiles de la guerre actuelle ;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux :

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Jusqu'à ce qu'il ait été statué sur leurs droits à pension, les veuves, les orphelins mineurs et les ascendants des militaires morts pour la France peuvent recevoir de l'office national et des offices départementaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation des secours sur la simple production de l'avis officiel du décès.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre des anciens combattants et pensionnés et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Fait à Paris, le 19 octobre 1939.

ALBERT LEBRUN.

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le ministre des anciens combattants
et pensionnés,*
RENÉ BESSE.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

ARRÊTÉ n° 205 c., promulguant dans les Etablissements français de l'Océanie le décret du 23 décembre 1939 modifiant le décret du 12 septembre 1939 prohibant la sortie de certaines marchandises.

(Du 7 mars 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1911 relative à la promulgation et à la publication dans les colonies des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécuté selon ses forme et teneur : le décret du 23 décembre 1939 modifiant le décret du 12 septembre 1939 prohibant la sortie de certaines marchandises (J.O.R.F. du 24 décembre 1939 — page 14163 — suivi des listes des marchandises dont la sortie est prohibée par le décret du 12 septembre 1939 (J.O.R.F. du 30 septembre 1939 — page 11846, 47, 48 et 49).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 mars 1940.
CHASTENET DE GÉRY.

DÉCRET modifiant le décret du 12 septembre 1939 prohibant la sortie de certaines marchandises.

(Du 23 décembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 15 de la loi du 11 juillet 1939 portant organisation générale de la nation pour le temps de guerre ;

Vu le code des douanes ;

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre du blocus, du ministre du commerce, du ministre des finances, du ministre de l'armement et du ministre de l'agriculture,

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — La liste A annexée au décret du 12 septembre 1939 est modifiée comme suit :

1^o Additions,

NUMÉROS du tarif douanier.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES
Ex. 84	Pommes et poires à cidre et à poiré, y compris les marcs de pommes et de poires frais.
Ex. 0110	Tartrate de chaux.
114	Gommes à l'état naturel : D'Europe. Autres : Gomme arabique. Autres.
115	Gemmes, térébenthines, résines, colophanes, poix, pains de résine, brais et tous autres produits résineux indigènes. Résinates : De cobalt. Autres. Gommes et ambres fondus, gommes-éthers, produits résineux fondus ou précipités, succédanés d'ambre ou de copal et tous produits résineux artificiellement préparés, à l'exclusion des résines synthétiques genre bakélite, Albertol, Plastone provenant de la condensation des aldéhydes avec des phénols, des amines, des amides, etc.
0215	Acide tartrique.
0216	Tartrates de potasse (lie de vin, tartre pur, cristaux de tartre, tartrate neutre de potasse), tartrate de potasse de soude.
440	Tissus de laine pure pour habillement, draperies et autres.
441 ter	Tissus de laine pure : Draps unis, teints en pièces, dits amazone peignés et cardés ou entièrement cardés.
443 A, B, C, D	Tissus de laine pure : Bonnelerie.
451	Tissus de laine pure : Couvertures tissées.
453 ter, 454	Tissus de laine mélangée.

2^o Suppressions.

NUMÉROS du tarif douanier.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES
Ex. 75 quater	Cachets vides pharmaceutiques en pâtes de farine ou en pain azyme.
82	Dari, millet et alpiste.
Ex. 178	Meules à aiguiser, même avec frettes métalliques en agglomérés. Meules à moudre, même avec frettes métalliques, en agglomérés, avec ou sans parties en pierre ou autre minéral naturel analogue, contenant de l'émeri, du corindon, du carborundum ou autres abrasifs artificiels.
178 bis	Abrasifs.
178 ter A	Abrasifs appliqués
178 ter B	Scies en carborundum et produits similaires, avec ou sans autre matière.
Ex. 178 quater A	Pierres à aiguiser, à affiler ou à affûter en abrasifs, y compris le verre et le silex.
178 quater B	Meules à aiguiser ou à polir et autres agglomérés en abrasifs, même avec frettes métalliques.
198 A	Huiles de graissage pour horlogerie et similaires présentées en petits récipients contenant jusqu'à 250 grammes net d'huile.
315 ter	Sparadraps médicamenteux.
320 bis	Cire pour la chirurgie dentaire.
Ex. 0384-2	Plombages dentaires formés d'oxyde de fer et de magnésie, de talc, d'oxyde de zinc, etc.
634 4 et 5	Globes terrestres et célestes.
Ex. 634 ter B-7	Mètres en toile cirée ou autre tissu, même avec extrémité en métal commun, nickelé ou non, celluloïde, etc.
634 ter C 3	Baromètres d'usage courant, d'appartement, etc., avec ou sans thermomètre, avec ou sans encadrement ou montage.
Ex. 635 ter	Bandages herniaires et ombilicaux, en caoutchouc, tissu élastique, etc., même avec ressort.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre du blocus, le ministre du commerce, le ministre des finances, le ministre de l'armement et le ministre de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Fait à Paris, le 23 décembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,

EDOUARD DALADIER.

Le ministre du blocus,
GEORGES PERNOT.

Le ministre du commerce,
FERNAND GENTIN.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le ministre de l'armement,
RAOUL DAUTRY.

Le ministre de l'agriculture,
HENRI QUEUILLE.

TABLEAU A

Liste des marchandises dont la sortie est prohibée par le décret du 12 septembre 1939.

NUMÉROS du tarif douanier.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	NUMÉROS du tarif douanier.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES
1	Chevaux entiers ou hongres et juments, quel que soit leur âge.	74 bis	Extraits de malt.
1 bis	Chevaux destinés à la boucherie.	75	Biscuits de mer.
2	Mules et mulets.		Pain.
3	Baudets-étalons, quel que soit leur âge.	75 quater	Pâte de farine ou de fécule.
4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 11 bis, 12, 13	Bestiaux.	Ex. 76	Gruaux, semoules en gruau (farine ronde ou grosse farine), grains perlés ou mondés, flocons, mous-se, semoulettes et autres produits analogues : De froment, d'épeautre et de méteil. De seigle.
Ex. 15	Anes et ânesses, chameaux et tous autres animaux de transport.	77	Semoules en pâte et pâtes d'Italie.
16 A	Viandes fraîches et viandes réfrigérées.	78-78 bis	Produits exotiques à féculs et féculs.
16 B	Viandes congelées.	79	Riz.
17	Viandes salées ou en saumure, à l'état cru, non préparées.	80	Légumes secs.
19 A, B, C	Conserves de viandes, etc.	81	Marrons et châtaignes.
20	Extraits de viandes en pain ou autres.	82	Dari, millet et alpeste.
20 bis	Boyaux.	83	Pommes de terre.
20 ter	Viandes boucanées pour la nourriture des animaux.	88	Graines et fruits oléagineux.
	Peaux brutes fraîches ou sèches, grandes ou petites :	89	Graines à semencer.
	De mouton.	90 A et 90 B	Sucres des colonies et possessions françaises.
21 { 1	Autres (à l'exception de celles de poissons, de lézards, de serpents, de crocodiles et analogues, d'ânes, de mulets, de bardots ; de veaux quand ces dernières pèsent à l'unité moins de 5 kilogr. 900 ou plus de 8 kilogr. 100).	91 A et 91 B	Sucres des pays étrangers.
Ex. 2		91 bis	Cannes à sucre.
		92 A, B, C	Mélasses.
		93	Sirops et sucres intervertis.
		93 ter	Glucoses.
		96	Café.
		97	Cacao.
		98	Chocolat en masses, plaques, plaquettes, tablettes, etc., chocolat liquide au lait ou autre.
23	Laines, y compris celles d'alpaga, de lama, de vigogne, de yack, de poil de chameau et de chèvre cachemire.	Ex. 110 A	Huiles fixes pures autres.
Ex. 25	Poils bruts et en bottes.	111 bis A	Graisses végétales alimentaires.
27	Soie.	111 bis B	Graisses végétales destinées à la fabrication des graisses alimentaires.
29	Poil de Messine (crin dit de Florence).	111 ter	Huiles et graisses végétales animales ou de poisson, sulfonées.
30 A	Suifs.		Huiles volatiles ou essences :
30 B	Saïndoux.	Ex. 3	De citron.
30 C	Huiles de saïndoux.	5	D'eucalyptus.
30 D	Graisses de suint.	Ex. 7	Toutes essences à usage pharmaceutique.
30 E	Non dénommées ci-dessus.	9	Menthol.
30 bis	Lanoline.	10	Thymol.
	Oléo-margarine non émulsionnée provenant du suif séparé de la stéarine sans mélange ni aucune préparation.	12	Anéthol.
31	Margarine, graisses alimentaires et substances similaires.	Ex. 115	Gemmes, térébenthines, résines, colophanes, poix, pains de résine, brais et autres produits résineux indigènes.
32	Dégras de peaux.	116	Essence de térébenthine.
	Œufs de volaille et de gibier :	118	Camphre.
34 A	En coquilles, frais ou conservés par le froid ou tout autre procédé licite.		Sucs d'espèces particulières :
34 B	Blancs d'œufs ou albumine.	1	Balata, gutta-percha, bruts ou refondus en masse.
34 C	Jaunes d'œufs.	2	Caoutchouc brut ou refondu en masse (y compris le caoutchouc régénéré et l'ébonite en masse).
34 D	Œufs complets (blancs et jaunes).	3 et 4	Latex liquide et concentré.
34 bis	Œufs de vers à soie.	5 et 6	Débris de vieux ouvrages en caoutchouc et déchets de caoutchouc manufacturés.
35	Lait complet ou écrémé.		
35 bis	Crème de lait glacée ou non.	123	Opium.
35 ter	Lait concentré, complet ou écrémé, sans sucre.	Ex. 1	Fleurs de camomille.
35 quater	Lait concentré, complet ou écrémé, additionné.	Ex. 3 et 4	Fleurs de tilleul.
35 quinquies	Farine lactée additionnée de sucre.	126 ter 2	Ecorces de quinquina.
36	Fromages.	127 bis	Ecorces, feuilles, fleurs, tiges et racines de pyréthre.
37	Beurre.		
39	Engrais azotés.	128	Bois communs, ronds bruts, non équarris, avec ou sans écorce, de longueur quelconque et de circonférence au gros bout supérieure à 60 centimètres.
Ex. 43	Caillottes de veau.		
68	Froment, épeautre et méteil.		
69	Avoine.		
70	Orge.		
71	Seigle.		
72	Mais.		
73	Sarrasin		
74	Malt, orge germée.		

NUMÉROS du tarif douanier.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	NUMÉROS du tarif douanier.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES
128 bis	Bois communs équarris ou sciés : traverses pour voies ferrées en bois tendre ou dur et autres.	197 ter A à 197 ter C	Huiles raffinées.
129	Pavés en bois débités en morceaux.	198 A à 198 C	Huiles lourdes.
130	Merrains.	198 bis	Gas-oil.
131	Bois en éclisses.	198 ter	Fuel-oils.
132	Bois feuillards et échelas fabriqués.	198 quater	Road-oils et brais mous.
133	Perches, étauçons et échelas bruts de plus de 1 m. 10 de longueur et de circonférence atteignant au maximum 60 centimètres au gros bout.	198 quinquies	Brais durs.
135	Bûches de 1 m. 10 de longueur et au-dessous en quartiers refendus ou en rondins de circonférence atteignant au maximum au gros bout 60 centimètres. Fagots et bourrées.	198 series	Cokes de pétrole.
135 bis	Bois d'essences résineuses en rondins, avec ou sans écorce, de tous diamètres, longueur maxima 2 m. 50.	198 septies	Gaz de pétrole, butane, propane et similaires, à l'état liquide ou gazeux.
136	Charbon de bois et de chévenottes.	199	Paraffine.
138 A, B, 139 et 140	Bois exotiques et huis.	199 bis	Vaseline.
141	Coton :	199 ter	Cire de lignite.
	Cardé en feuille, hydrophile, ouate de cellulose en paquets, pour la confection des pansements.	199 quater	Graisses industrielles, préparées à base d'huiles de pétrole, de brais de pétrole, de bitumes naturels, d'asphaltes, de brais stéariques ou de brais de suint et d'autres produits saponifiables ou saponifiés, quelles que soient les proportions de mélange.
	Autre.		Platine :
141 bis	Déchets de coton et de fils de coton.	Ex 200.	Mineral.
142	Lin.		Brut, en masses, lingots, barres, poudre, objets détruits.
142 bis	Chanvre.		Tiré, laminé, filé.
143	Jute.		Aluminium :
144	Phormium tenax, abaca, aloès et autres végétaux filamenteux non dénommés (sisal, etc.).		Mineral.
Ex. 145	Fibres de coco (même tordues).	203	Lingots ou déchets.
160	Houblon (y compris les déchets de houblon).		Laminé, forgé ou fondu.
162	Betteraves.		Battu en feuilles.
163	Racines de chicorée.		En fils.
164	Fourrages.		En poudre ou paillettes impalpables.
164 ter	Paille de millet à balais.	204	Mineral de fer.
164 quater	Pailles de céréales nettoyées, blanchies ou teintées, avec ou sans épis.	205 A	Fonte ordinaire de moulage ou d'affinage.
165	Sons de toutes sortes de graines.	205 B	Fonte hématite.
166	Tourteaux de graines oléagineuses, amurées et grignons d'olives.	205 C	Fonte spiégl.
166 bis	Tourteaux.	205 bis A à 205 bis I	Ferro-alliages.
167	Drilles, y compris les vieux cordages goudronnés ou non, les chiffons de fibre végétale et tous articles similaires ne pouvant servir que pour la fabrication du papier ; chiffons de laine, vieux, sans mélange, chutes et rognures de tissus de rayonne, purs ou mélangés d'autres matières en proportion quelconque.	206	Fers et aciers bruts en lingots.
168	Pâtes de cellulose.	207	Fer ou acier laminé ou forgé, en blooms, billettes et barres.
174 Ex. 5 et 6	Alcool éthylique autre que l'eau-de-vie.	207 bis	Fer ou acier laminé ou forgé en barres de 3 millimètres ou moins dans leurs parties les plus minces, moulures unies ou ornées, fer à relief intermittent.
Ex. 178	Meules à aiguiser ou à moudre, en agglomérés.	207 ter	Acier fin pour outils.
178 bis	Abrasifs.	207 quater	Aciers spéciaux.
178 ter A	Abrasifs appliqués.	et 207 quinquies	Fer ou acier machine.
178 ter B	Scies en carborundum et produits similaires avec ou sans autre matière.	208	Feuillards en fer ou en acier.
Ex. 178 quater A	Pierres à aiguiser en abrasifs.	209, 209 bis A et 209 bis B	Tôles planes de fer ou d'acier.
178 quater B	Meules à aiguiser et autres agglomérés en abrasifs.	210	Tôles planes d'acier au nickel, découpées ou non.
Ex. 179 ter B	Amiante.	210 bis	Bandes laminées à chaud, dites larges-plats.
Ex. 179 ter B	Phosphates de chaux, mica en morceaux, cryolithe naturelle, giobertite (carbonate de magnésie natif), spath fluor.	210 ter	Fer étamé (fer blanc), cuivré, plombé ou zingué.
189	Soufre.	211	Fils de fer et d'acier.
191	Graphite.	212	Laine et paille de fer ou d'acier.
192	Goudron minéral provenant de la distillation de la houille.	212 bis	Rails de fer ou d'acier ordinaire ou spécial.
196 bis	Schistes bitumineux.	213	Roues, bandages et centres de roues en fer ou en acier.
	Huiles de pétrole, de schistes et autres huiles minérales, y compris les produits similaires obtenus par hydrogénation ou par tout autre procédé de synthèse :	214	Essieux en fer ou acier.
197	Brutes.	215 à 217	Limailles et battitures de fer.
197 bis A et B	Essences.	218	Chutes, ferrailles, ouvrages usagés de fonte, de fer ou d'acier ou débris de ces ouvrages pouvant être utilisés pour la refonte à l'exception de ceux en acier au tungstène).
		Ex. 219	Chutes, ferrailles, ouvrages usagés et débris de vieux ouvrages en acier au tungstène.
		219 bis	Déchets de fer étamé de 5 millimètres d'épaisseur au plus.
		220	Mâchefer et scories de forge.
		221 A à 221 E	Cuivre.
		222	Plomb :
			Mineral.

NUMÉROS du tarif douanier.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	NUMÉROS du tarif douanier.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES
	Mattes, cendres, résidus de plomb et scories de toute sorte.	0104	Carbonate, nitrate et salicylate de bismuth.
	Limailles de plomb, ouvrages et débris de vieux ouvrages en plomb inutilisables en l'état, déchets.	0116	Oxyde de chrome.
	Autre.	0134	Magnésium.
223	Étain.	0135	Magnésie.
	Minerai.	0136	Carbonate de magnésie artificiel.
	Limailles d'étain pur ou allié; ouvrages et débris de vieux ouvrages en étain pur ou allié, inutilisables en l'état; déchets, scories, mattes, cendres et résidus d'étain pur ou allié.	0158	Chlorure de potassium extrait du sol.
	Autre.	0159	Sulfate de potasse extrait du sol.
223 bis	Claire d'étain.	0162	Cendres de varech.
223 ter	Métal anti-friction.	0165 quinquies	Bicarbonate de soude.
Ex. 224	Zinc:	0179	Huiles légères de houille brutes.
	Minerai.	0179 bis	Bases pyridiques et leurs sels, etc.
	Limailles de zinc, ouvrages et débris de vieux ouvrages en zinc, inutilisables en l'état, déchets, scories, mattes, cendres et résidus de zinc.	0180 A	Benzols, toluols, xylols, etc.
	Autre.	0180 B	Carbures benzéniques purs benzène (benzine cristallisable), toluène etc.
225	Nickel:	0180 C	Orthoxylène pur, metaxylène pur, paraxylène.
	Minerai.	0180 D	Phénols et crésols bruts.
	Limailles de nickel, ouvrages ou débris de vieux ouvrages en nickel, inutilisables en l'état; déchets, scories, mattes, cendres et résidus de nickel, qu'il soit pur ou allié en proportion quelconque au cuivre, à l'étain, au plomb ou au zinc.	0180 E	Naphtaline.
	Autre.	0180 F	Anthracène.
225 bis	Bandes, rubans et fils, etc.	0180 G	Fluorène, acenaphtène, etc.
226	Mercure natif.	0180 H	Dérivés hydrogénés des produits de la distillation de la houille, purs ou mélangés.
227	Antimoine:	0180 I	Huiles lourdes.
	Autre que minerai.	0180 J	Brai de goudron de houille.
	Minerai.	0180 K	Désinfectants provenant de la saponification des crésols bruts.
229	Cadmium.	0183	Chloroforme.
230	Bismuth.	0187	Chlorure d'éthyle.
231	Manganèse (minerai).	0194, 0195 et 0195 bis	Alcool méthylique.
232	Cobalt.	0196	Glycérine.
Ex. 233	Minerais de chrome, de molybdène, de tungstène, de vanadium, de cérium, de titane, de zirconium, de béryllium.	0263	Acides phéniques cristallisés et neige.
01	Acide arsénieux.	0266 bis	Crésols bruts et purs contenant plus de 50 p. 100 d'un des isomères.
02	Arséniate de cuivre.	0287	Trinitrophénols (acide picrique) et trinitroxylols.
019 et 020	Sulfate d'ammoniaque.	Ex. 0311 ter	Acides nitro et amydosalicyliques, acide et anhydride phthaliques.
020 bis	Phosphate d'ammoniaque.	0336 bis	Diphénylamine.
020 ter	Nitrate d'ammoniaque.	0343	Diamidodiphénylurée, diamidodiphénylthiourée et leurs dérivés sulphoniques, etc.
020 quater	Carbonate et bicarbonate d'ammoniaque.	0344	Aconitine et ses sels.
021-022	Sels ammoniacaux autres.	0345	Adréaline et ses sels.
024	Acide borique naturel.	0346	Arécoline et ses sels.
025	Acide borique autre.	0347	Atropine et ses sels.
030	Brome.	0349	Caféine et ses sels.
Ex. 031	Bromures de potassium et de sodium.	0350	Cocaïne brute.
048	Chlorure de chaux.	0351	Cocaïne pure et ses sels.
049	Hypochlorite de soude.	0353	Codéine et ses sels.
050	Hypochlorites autres.	0354	Digitaline.
053	Cryolithe artificielle.	0355	Emétine et ses sels.
055	Iode brut.	0356	Esérine et ses sels.
056	Iode raffiné.	0358	Glycyrrhizine et glycyrrhizate d'ammoniaque.
Ex. 057	Iodures de potassium et de sodium.	0359	Morphine et ses sels.
059	Oxygène comprimé et liquéfié.	0363	Pepsine, présure, etc.
060	Eau oxygénée.	0364	Pilocarpine et ses sels.
061	Péroxyde de sodium.	0367	Quinine et ses sels.
Ex. 062	Phosphore blanc.	0368	Santonine.
083	Alumine anhydre.	0369	Spartéine et ses sels.
084	Hydrate d'alumine.	0370	Strychnine et ses sels.
094	Sels d'argent et composés organiques de l'argent.	0371	Théobromine et ses sels.
095	Sels d'or et de platine.	0372	Vératrine.
097	Ecrans aux platinocyanures.	0379	Engrais phosphatés.
0101 bis	Sulfate naturel de baryum.	0380	Engrais azotés.
		0380 bis	Produits opothérapiques ou extraits d'organes.
		0381	Produits chimiques non dénommés, à l'exclusion des eaux glycériques et des phthalates de butyle.
		300 bis	Eaux glycériques et phthalates de butyle.
		315 bis	Charbons activés.
		315 ter	Sérums, vaccins, etc.
		345 quater	Sparadraps médicamenteux.
			Cordes dites catguts pour usages chirurgicaux.
			Cordes en boyau ou imitation boyau en soie, etc.

NUMÉROS du tarif douanier.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	NUMÉROS du tarif douanier.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES
317	Chicorée brûlée ou moulue et succédanés de chicorée torréfiés en grains ou moulus.	Ex. 524 bis I	Ampoules radiologiques.
318	Amidons (bruts ou imparfaits et autres, liquides, en pâte ou autrement) non parfumés.	525 A à 525 I	Machines-outils.
319 bis	Tapiocas.	532 bis	Cylindres de laminaires.
320 bis	Cire pour la chirurgie dentaire.	533 septies A à F	Roulements à billes.
355, 355 bis, 355 ter et 356	Verres de lunetterie.	535 ter A. B. C	Fils, câbles et cordons pour l'électricité.
357	Verres d'optique.	561 bis	Ronces artificielles.
Ex. 361 bis	Lampes et valves de T. S. F.	567 et 567 bis	Tubes en fer ou en acier.
Ex. 362	Seringues en verre.	Ex. 568	Wagons-réservoirs métalliques.
Ex. 363 A	Fils de lin purs non pelés en écheveaux simples ou retors, écrus, blanchis, crévés ou teints.	572	Ouvrages en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain : chaudronnerie.
à Ex. 363 C	Fils de bourre de soie (schappe).	576 ter	Accumulateurs électriques, etc.
Ex. 363 bis A	Soie grège.	576 quater	Piles électriques.
à Ex. 363 bis C	Fils de bourrette de soie (fils de déchets de bourre de soie).	576 quinquies	Condensateurs électriques et leurs pièces détachées.
379	Bandes de coton pour pansements.	Ex. 577	Tubes en étain pur pour l'emballage des produits pharmaceutiques.
Ex. 380	Crêpes de santé.	579 A à 579 D	Ouvrages en nickel.
381	Tissus de soie, de bourre de soie (schappe), rayonne, etc., originaires des pays d'Extrême-Orient : Pongées, corah, tussah ou tussor de soie pure, façon toile, sergé ou croisé — habutai et similaires — shantung, honan, assan et autres, etc.	579 bis A à I	Ouvrages en aluminium.
405 bis	Films et pellicules sensibilisés sur les deux faces pour la radiographie et autres usages.	Ex. 603 quater C	Bois de fusils et de toutes autres armes à feu ébauchés ou finis, d'une épaisseur supérieure à 35 mm.
411 bis, Ex. 433 et Ex. 454	Peaux de bovins, y compris les buffles, seulement tannées.	Ex. 614	Wagons-réservoirs métalliques.
Ex. 459 A	Peaux de bovins (y compris les buffles et croûtes) pour semelles, seulement tannées.	Ex. 614 ter A	Voitures automobiles carrossées pour le transport des marchandises, pesant par unité de 2,500 kilogr. inclus à 6.000 kilogr. inclus.
461 quater B 6 et 7	Peaux préparées de bovins (y compris les buffles et croûtes) corroyées (vernies, chamoisées ou parcheminées, hongroyées).	Ex. 615	Bâtiments de mer.
Ex. 476 A 1, 2, 3, 4, 5, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 30 et Ex. 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44 et 45	Peaux préparées de bovins (y compris les buffles et croûtes) corroyées autres, traitées au suif, au dégras, etc.	620 G 6	Poudre d'ébonite.
Ex. 476 B	Instruments de chirurgie en métaux précieux.	620 bis A	Ouvrages en amiante.
Ex. 476 bis	Métiers à tulle, à dentelle, à guipure, y compris les métiers à tirettes à un ou plusieurs fils, usagés.	620 ter	Mica, objets en mica, etc.
Ex. 2, Ex. 3 et Ex. 4		634	Instruments d'astronomie et de cosmographie.
Ex. 476 ter A		634 bis	Instruments d'arpentage, de nivellement, de levés de plans.
Ex. 495 A		634 ter A	Instruments de dessin.
Ex. 519 bis		634 ter B	Instruments de mesurage, de vérification et de calibration à l'exclusion des thermomètres médicaux.
		634 ter C	Thermomètres médicaux.
		634 quater A	Instruments de précision à l'exclusion des balances de précision.
		634 quater B	Balances de précision.
		635 A, B, C	Instruments de démonstration et d'essais.
		635 ter	Appareils de géodésie, de topographie, de mesures d'angles, etc.
		648 ter B	Instruments d'observation et d'optique à l'exception des microscopes et leurs pièces détachées.
			Microscopes et leurs pièces détachées.
			Appareils et instruments employés en médecine, en chirurgie et dans l'art vétérinaire.
			Cérium, ferro-cérium, etc.

TABLEAU B

Liste des marchandises dont la prohibition d'exportation est maintenue sous les modalités antérieures.

NUMÉRO DU TARIF d'entrée.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	TEXTES INSTITUTIFS DE LA PROHIBITION
Ex. 45	Chiens de forte race.....	Loi du 7 mai 1881.
Ex. 48	Huitres plates indigènes et portugaises (gryphées), de moins de 5 centimètres suivant leur plus grand diamètre.....	Décrets des 30 mai 1889 et 10 septembre 1930; Décret du 29 décembre 1926.
Ex. 470 C	Bulbilles de narcisses ayant une circonférence de 11 centimètres et moins..	
Ex. 407, ex. 431, ex. 459, ex. 466, ex. 466 bis, ex. 469, ex. 470, ex. 471.	Cartes topographiques à l'échelle du 1/200000 ^e et aux échelles plus grandes publiées par le service géographique de l'armée et par ses annexes d'outre-mer. Cartes géographiques à l'échelle du 1/100000 ^e et aux échelles plus grandes publiées par des éditeurs privés et mentionnant spécialement les installations hydroélectriques ainsi que les lignes de transport de force, et, d'une manière générale, tous renseignements susceptibles d'intéresser la défense nationale, à l'exception des cartes routières ou touristiques.....	Décret du 23 août 1939. Décret du 7 mai 1936.
469 quater.	Films cinématographiques impressionnés.....	Loi du 11 janvier 1892.
473	Contrefaçons en librairie.....	

NUMÉRO DU TARIF d'entrée.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	TEXTES INSTITUTIFS DE LA PROHIBITION
Divers.	Matériel de guerre..... Pigeons voyageurs..... Substances vénéneuses..... Matières d'or (or monnayé, or en barres, en lingots ou en plaques, or à usage industriel ou autre, etc.)..... Capitaux (moyens de paiement: pièces de monnaie françaises, coloniales ou étrangères, billets de banque français coloniaux ou étrangers, chèques, coupons, arrérages, lettres de crédit, traites, effets, droits de souscription et toutes autres créances de même nature, quelle que soit la monnaie dans laquelle elles sont libellées, valeurs mobilières, titres de propriété ou de créance).....	Décret-loi du 18 avril et décret du 14 août 1939. Article 28 du code des Douanes, décret du 8 septembre 1939. Loi des 19 juillet 1845, 12 juillet 1916 et 13 juillet 1923. Décret-loi du 29 juillet 1939, article 130, décrets des 14 septembre 1916, 12 octobre 1928, 20 mars 1930, 9 novembre 1937, etc. Décret du 9 septembre 1934. Décret du 9 septembre 1934.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 780 a.g.f., approuvant une délibération du conseil municipal de la Commune de Papeete tendant à allouer des honoraires à M. Breul Robert, ingénieur du cadre général des travaux publics.

(Du 12 août 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant la Commune de Papeete ;

Vu le décret du 5 août 1910 portant organisation du personnel des travaux publics et mines des colonies autres que l'Indochine, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion ;

Vu le décret du 26 mars 1928 fixant les traitements du cadre général des travaux publics ;

Vu le décret du 20 janvier 1935 relatif aux règles de cumul en matière d'indemnité ;

Vu le décret du 23 juillet 1937 modifiant celui du 2 mars 1910 sur la solde et accessoires de solde du personnel colonial ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Papeete en date du 28 novembre 1938, tendant à allouer des honoraires à M. BREUL Robert, ingénieur du cadre général des travaux publics, chef du service des travaux publics des Etablissements français de l'Océanie ;

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances,

Sous réserve de l'approbation ministérielle,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. — Est approuvée la délibération du conseil municipal de la commune de Papeete, en date du 28 novembre 1938, tendant à allouer neuf mille francs (9.000 fr.) à M. BREUL Robert, ingénieur du cadre général des travaux publics et mines, chef du service des travaux publics de la colonie, pour l'établissement du plan et le contrôle des travaux d'adduction d'eau de la ville de Papeete.

Art. 2. — En conséquence, M. BREUL est autorisé, sous réserve de l'approbation ministérielle, à percevoir de la commune de Papeete, la somme de neuf mille francs (9.000 fr.) à titre d'indemnité exceptionnelle pour travaux spéciaux, effectués pendant les années 1935 à 1938.

Art. 3. — Le Maire de la ville de Papeete et le Trésorier-Payeur, receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 août 1939.

Pour le Gouverneur en tournée :

*Le Chef du Service d'Administration Générale
et des Finances, chargé
de l'expédition des affaires courantes et urgentes,*

J. BRUNET.

Approuvé par dépêche n° 4749/s du 28 décembre 1939.

DÉCISION n° 165 a. g. f. prescrivant le versement au receveur de l'enregistrement et des domaines, curateur aux biens vacants, du pécule appartenant à l'engagé annamite Pham Van Thiet n° 1527, décédé.

(Du 27 février 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 24 février 1920, réglementant l'immigration dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 344 du 31 mai 1930 instituant le timbre pécule pour les engagés indochinois dans les Etablissements français de l'Océanie et notamment les articles 8 et 9 ;

Vu le carnet de pécule de l'engagé annamite Pham Van Thiet dont le montant s'élève à soixante francs (60 fr.) ;

Vu le décès de Pham Van Thiet n° 1527, survenu le 27 janvier 1940, à Makatea ;

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances, commissaire de l'immigration,

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. — Est autorisé le versement au chef du service de l'enregistrement et des domaines, curateur aux biens vacants, de la somme de soixante francs (60 fr.) représentant le pécule acquis par l'engagé annamite Pham Van Thiet n° 1527, décédé à Makatea le 27 janvier 1940.

Art. 2. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 27 février 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 539 a.g.f., portant régularisation et codification des allocations accessoires de solde du personnel colonial rémunéré sur le fonds du budget des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 2 juin 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 23 juillet 1937, complétant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial, notamment en son article 3;

Sur le rapport du Chef du Service d'Administration Générale et des finances;

Le conseil privé entendu le 1^{er} juin 1939;

Sous réserve d'approbation ministérielle,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les taux des allocations accessoires de solde du personnel colonial rémunéré sur les fonds du budget des Etablissements français de l'Océanie et dont la solde est régie par décret, sont fixés conformément aux vingt tableaux "A à T" annexés au présent arrêté.

Art. 2. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures, sera exécutoire, à compter du 1^{er} janvier 1940, après approbation du Ministre des colonies et enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 juin 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

Approuvé par Dépêche Ministérielle, n° 4696/S., du 22 décembre 1939.

Tableau "A" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

Supplément colonial - Décret du 2 mars 1910, article 89 bis, modifié par décret du 29 juin 1934.

Tableau "B" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

Suppléments de fonctions - Article 90 du décret du 2 mars 1910.

N° d'ordre des indemnités	Désignation des fonctions	Taux annuel	Observations
1	Chef du Service des Contributions chargé cumulativement des fonctions de Chef des affaires Politiques et Economiques	2.750	Arrêté n° 52 a.g.f. du 24 janvier 1939, approuvé par D. M. n° 3737/s du 18 novembre 1938.
2	Fonctionnaires cumulant ses fonctions avec celles de : Secrétaire-archiviste des Délégations Economiques et Financières	1.800	

N° d'ordre des indemnités	Désignation des fonctions	Taux annuel	Observations
3	Secrétaire de la Commission de la Défense Nationale	1.800	
4	Administrateur de l'inscription maritime	2.400	Arrêté n° 489 s.g. du 13 juillet 1934.
5	Inspecteur de la navigation pour le matériel pont	1.800	
6	Inspecteur de la navigation pour le matériel des machines.	1.500	
7	Ministère public près les justices de paix dans les archipels.	360	Arrêté n° 489 s.g. du 13 juillet 1934.
8	Agent des douanes à Makatea et Iles-Sous-le-Vent.	900	Arrêté n° 489 s.g. du 13 juillet 1934. Pour ceux qui ne perçoivent pas des remises sur l'octroi de mer.
	Autres Iles ou archipels.	600	
	<i>Agents auxiliaires des postes :</i>		
9	a) Bureau de 1 ^{re} catégorie.	1.200	
	— de 2 ^e catégorie.	600	
	— de 3 ^e catégorie.	360	
10	b) Chargé du transit postal à Maharepa (Moorea).	540	
11	c) Facteur ou agent distributeur à Tahiti et Moorea	480	
12	d) Facteur ou agent distributeur dans les archipels.	360	Arrêté n° 489 s.g. du 13 juillet 1934.
13	Chef de station de T.S.F. 1 ^{re} catégorie.	2.400	
	2 ^e —	1.200	
	3 ^e —	600	
14	Maîtres de port dans les archipels.	600	
15	Gardiens de phares dans les archipels.	300 à 600	
	<i>Commissaire de police, agent des douanes ou des postes, télégraphes, téléphones, instituteurs, médecins ou tout autre fonctionnaire d'un service technique chargé des fonctions administratives :</i>		
16	de Chef de circonscription administrative.	2.400	
17	de Chef de poste administratif.	1.200	
18	Autres que celles ci-dessus désignées.	600	Arrêté n° 1452 a.g.f. 28 décembre 1937, approuvé par D. M. n° 18.488 du 20 juillet 1937.
19	Agent étranger au service météorologique, chargé d'observations météorologiques :		
	Station de 1 ^{er} ordre.	600	
	— de 2 ^e ordre.	300	
20	Agent étranger au service de santé exerçant des fonctions sanitaires	600	

N° d'ordre des indemnités	Désignation des fonctions	Taux annuel	Observations
21	Agent étranger au service de l'Enseignement exerçant des fonctions d'instituteur...	1.200	
22	Indemnité de fonctions au Chef du Service Judiciaire...	3.000	Art. 71 du décret du 22 août 1928.
	<i>Indemnité de fonctions au :</i>		
23	1 ^{er} Fondé de pouvoirs du Trésorier-payeur.....	3.000	
24	2 ^e Fondé de pouvoirs du Trésorier-payeur.....	1.500	Arrêté interministériel du 29 janvier 1929.
25	Caissier du trésor.....	1.500	
	<i>Indemnité de fonctions de la gendarmerie (tarif colonial)</i>		
26	Maréchal des logis chef...	2.772	
27	Gendarmes.....	2.628	Décrets des 29 décembre 1903, 12 décembre 1935 et 7 février 1939.
28	Indemnité spéciale au comptable.....	576	

Tableau "C" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

Indemnités et gratifications pour travaux ou heures supplémentaires - Article 90 bis, du décret du 2 mars 1910.

N° d'ordre des indemnités	Désignation des fonctions	Taux annuel	Observations
1	Indemnité de permanence par fonctionnaire du Cabinet et des services astreints à établir une permanence.....	600	
2	Indemnité au rapporteur au Conseil du Contentieux (rapport taxé par le Président du Conseil, suivant son importance) dans la limite maxima de.....	150	Arrêté n° 1452 a.g.f. du 28 décembre 1937, approuvé par D. M. n° 18.488 du 20 juillet 1937
3	<i>Indemnités pour travaux supplémentaires, tous services :</i>		
	Heure de jour.....	5	
	Heure de nuit.....	10	
4	Indemnité aux fonctionnaires chargés de faire passer les permis de conduire, par permis.....	5	
5	Indemnités aux médecins, fonctionnaires ou agents du service de santé, chargés de l'arrondissement ou de la désinfection des navires....		

N° d'ordre des indemnités	Désignation des fonctions	Taux annuel	Observations
	<i>Chargés de l'arrondissement des navires :</i>		
	a) Médecins, par arrondissement effectué à quai de 6 heures à 20 heures.....	15	
	de 20 heures à 6 heures...	30	
	en rade de 6 heures à 20 heures.....	25	
	en rade de 20 heures à 6 heures.....	30	
	b) Non médecins :		Arrêté n° 2042 a.g.f. du 10 novembre 1938.
	de 6 heures à 20 heures, 1/2 tarif.....		
	de 20 heures à 6 heures, 1/2 tarif.....		
6	Chargés de la désinfection des navires à quai.....	25	
	Chargés de la désinfection des navires en rade.....	50	

Tableau "D" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

Indemnité de résidence dans Paris - Article 91 du décret du 2 mars 1910.

Tableau "E" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

Indemnité spéciale de séjour en France - Article 92 du décret du 2 mars 1910 (Décret du 21 janvier 1939).

Tableau "F" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

Indemnité spéciale temporaire dans la Métropole - Décret du 24 janvier 1939.

L'indemnité spéciale temporaire est également acquise, par extension, au personnel colonial qui se trouve en congé dans une colonie française, pays de protectorat français ou sous mandat français, dans une position donnant droit au bénéfice de la solde de présence.

Tableau "G" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

Indemnité de zone - Article 93 du décret du 2 mars 1910 et arrêté local n° 949 a. g. f., du 28 septembre 1939, approuvé par dépêche ministérielle n° 4425/S., du 6 décembre 1939.

ZONES	TAUX POUR L'ANNÉE 1940		
	N° 1 — Homme marié avec enfant	N° 2 — Homme marié sans enfant, femme mariée avec enfant, veuf ou veuve ou séparé de corps ou divorcé avec enfant, célibataire avec enfant	N° 3 — Célibataire
Tahiti, Moorea et Iles Sous-le-Vent	5.760 »	4.680 »	3.600 »
Autres îles.....	6.840 »	5.760 »	4.680 »
NOTA. — Dans le cas où à l'expiration de la période d'un an l'indemnité ne serait pas renouvelée elle prend fin de plein droit. (Art. 93 du décret du 2 mars 1910 sur la solde, § V).			

Tableau "H" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

Indemnité de départ colonial - Article 94 du décret du 2 mars 1910.

Tableau "I" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

Indemnité de responsabilité - Articles 96 et 97 du décret du 2 mars 1910.

N° d'ordre des indemnités	Désignation des fonctions	Taux annuel	Observations
1	Trésorier-payeur	10.000	Décret du 22 octobre 1929.
2	Receveur de l'Enregistrement	3.000	
3	Receveur des P.T.T.	3.000	
4	Préposé du trésor à Uturoa.	3.000	
5	Receveur municipal de la Commune-aise d'Uturoa ...	300	Encaisses maxima :
6	Gérants des comptes du Trésor et agents des postes chargés des dites fonctions dans les postes ci-après :		
	Taiohae (Marquises Nord).	500	
	Atuona (Marquises Sud)...	500	
	Tuamotu	450	
	Gambier	450	
	Moorea.....	200	
	Makatea	200	
	Tubuai.....	150	
	Rurutu.....	150	
	Huahine.....	150	
	Borabora.....	150	
	Rapa.....	30	

N° d'ordre des indemnités	Désignation des fonctions	Taux annuel	Observations
7	Agents chargés de la gérance d'un bureau de poste auxiliaire non rattaché à celui d'un comptable intermédiaire :		Encaisses maxima :
	Bureau auxiliaire d'Uturoa (Raïatea)	450	15.000
	Bureau auxiliaire de Taravao (Tahiti).....	450	15.000
	Bureau auxiliaire d'Afareaitu (Moorea).....	450	15.000
	Bureau auxiliaire d'Atuona (Marquises)	450	15.000
8	Comptable du service régi par économie pour le paiement des salaires des ouvriers du Service des Travaux publics.	480	Paiements dépassant 48.000.

Tableau "J" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

Indemnités professionnelles - Articles 98 et 99 du décret du 2 mars 1910.

N° d'ordre des indemnités	Désignation des fonctions	Taux annuel	Observations
1	Indemnité professionnelle aux agents des douanes chargés de contrôler ou d'effectuer la visite des marchandises...	1.200	Décret du 5 août 1930. Arrêté n° 179 du 15 février 1938, approuvé par D.M. n° 1338/P. du 3 mai 1938.
2	Indemnité complémentaire aux contrôleurs et vérificateurs des douanes du C. M. ...	3.000	Décret du 30 juillet 1930.
3	Indemnité d'habillement aux préposés et matelots du cadre métropolitain des douanes	875	Décret du 21 août 1938.
4	Indemnité de chaussures aux mêmes	187 50	
5	Indemnité complémentaire aux receveurs de l'Enregistrement	8.000	Décrets des 19 août 1928 et 30 juillet 1930.
6	Complément de solde du personnel du cadre général des Travaux publics :		Décret du 22 avril 1928 et arrêté local du 31 décembre 1930.
	Ingénieurs principaux et ingénieurs	10.000	
	Ingénieurs adjoints.....	7.000	
	Adjoints techniques	3.500	

N° d'ordre des indemnités	Désignation des fonctions	Taux annuel	Observations
7	Prime d'entretien d'habillement et du harnachement des militaires de la gendarmerie.	216	Décrets des 29 décembre 1903 et 31 oct. 1938.
8	Prime d'entretien de bicyclette aux mêmes	180	Décrets des 29 décembre 1903 et 12 déc. 1935.
9	Indemnité d'habillement au sous-officier du service de santé, par jour	2	Décret du 29 décembre 1903.
10	Prime de travail au même, par jour	1	Décret du 4 septembre 1926.
11	Indemnité de fonctions au sous-officier du service de santé titulaire du brevet élémentaire de capacité d'infirmier après 4 ans, par jour	2	Décret du 11 juillet 1934.
12	Indemnité de remboursement pour achats d'ouvrages ou d'instruments professionnels aux médecins militaires.	225	Décret du 29 mars 1934.
13	Indemnité de professorat aux inspecteurs primaires...	1.000	Décret du 26 mai 1930
14	Indemnité de direction au Directeur ou Directrice de l'Ecole Centrale	400 à 2.000	Décret du 18 août 1927 et arrêté local du 22 octobre 1927.
15	Indemnité de chargé de cours complémentaire à l'Ecole Centrale	800 à 2.000	

Tableau "K" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

Indemnités pour frais de bureau - Décrets des 29 décembre 1903 et 31 octobre 1938 (Gendarmerie).

Tableau "L" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

Indemnité pour pertes d'effets - Décret du 2 mars 1910, article 103, complété par décret du 11 juillet 1936; Indemnité déterminée, dans chaque cas particulier, par décision dans les conditions et limites prévues par le décret du 11 juillet 1936.

Tableau "M" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

Indemnité pour frais de représentation et de service - Article 108 du décret du 2 mars 1910.

N° d'ordre des indemnités	Désignation des fonctions	Taux annuel	Observations
1	Chef du Service d'Administration Générale et des Finances (ancien Secrétaire Général)	4.800	Arrêté n° 1452 a.g.f. du 28 décembre 1937, approuvé par D. M. n° 18.488 du 20 juillet 1937

N° d'ordre des indemnités	Désignation des fonctions	Taux annuel	Observations
2	Chef de Cabinet du Gouverneur	4.800	Arrêté n° 1452 a.g.f. du 28 décembre 1937, approuvé par D. M. n° 18.488 du 20 juillet 1937
	<i>Chef de circonscription administrative :</i>		
3	Archipel des Iles-Sous-le-Vent	6.000	
4	Archipel des Tuamotu....	3.000	
5	Archipel des Marquises...	3.000	
6	Archipel des Gambier	2.400	
7	Archipel des Iles Australes.	2.400	

Tableau "N" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

Indemnités de tournées - Article 109 du décret du 2 mars 1910.

N° d'ordre des indemnités	Désignation des fonctions	Taux annuel		Observations
		Entière	Réduite	
1	<i>Indemnité forfaitaire de déplacement :</i>			Arrêté n° 2203 a. g. f. du 31 décembre 1938, approuvé par D. M. n° 423/S. du 22 février 1939.
	Médecins chargés de l'assistance médicale à Tahiti (secteur Nord)	11.700	"	
2	Médecins chargés de l'assistance médicale à Tahiti (secteur Sud)	6.900	"	
	<i>Médecins chargés de l'assistance médicale aux Marquises :</i>			
3	Groupe Nord-Ouest	3.240	2.900	
4	— Sud-Est	2.520	2.220	
5	Les deux groupes lorsqu'il y a un seul médecin	5.800	5.200	

Tableau "O" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

Indemnités pour chauffage, éclairage, ventilation, etc... des bureaux, magasins et ateliers - Article 110 du décret du 2 mars 1910.

NÉANT

Tableau "P" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

Remises - Décret du 17 avril 1936 et article 110 bis du décret du 2 mars 1910 - Approbation ministérielle réservée - Dépêche ministérielle n° 4696/S., du 22 décembre 1939.

Tableau "Q" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

Indemnité de déplacement - Article 110 *ter* du décret du 2 mars 1910 (Arrêté n° 327 a.g.f., du 6 avril 1939, approuvé par radiotélégramme ministériel n° 5, du 8 janvier 1940).

Tableau "R" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

Indemnités diverses - Article 110 *quater* du décret du 2 mars 1910.

N° d'ordre des indemnités	Désignation des fonctions	Taux annuel	Observations
1	Supplément de traitement aux contrôleurs et vérificateurs du cadre métropolitain des douanes.....	2.000	
2	Supplément de traitement aux préposés et matelots du cadre métropolitain des douanes.....	500	Décret du 21 septem- 1938.
3	Indemnité de réinstallation.	500 et 300	Décrets des 19 juin 1931, 6 octobre 1934 et 24 octobre 1935. Indemnité due aux fonctionnaires ayant servi dans les Etablissements français de l'Océanie avant le 1 ^{er} janvier 1935.
4	Prime pour connaissance de la langue tahitienne.....	3.000	Décret du 8 décembre 1938. Arrêté n° 447 a.g.f. du 4 mai 1939, approuvé par D. M. n° 1522/S. du 10 juillet 1939.

Tableau "S" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

Indemnités sur les budgets des collectivités secondaires et des Etablissements publics - Article 110 *quinquies* du décret du 2 mars 1910.

N° d'ordre des indemnités	Désignation des fonctions	Taux annuel	Observations
1	Médecin militaire chargé des fonctions de médecin de l'état-civil à Papeete.....	4.500	
2	Médecin militaire chargé des fonctions de médecin de l'hygiène municipale à Papeete.....	4.500	Quand ces fonctions ne sont pas remplies par un médecin du service local.

N° d'ordre des indemnités	Désignation des fonctions	Taux annuel	Observations
3	Fonctionnaire d'un cadre général, rémunéré sur les fonds du budget local, chargé de l'inspection quotidienne des viandes de boucherie pour le compte de la commune de Papeete.....	4.500	

Tableau "T" annexe de l'arrêté n° 539, du 2 juin 1939.

ALLOCATIONS EN NATURE

(Logement et ameublement - Retenues ou indemnités correspondantes - Frais divers des hôtels - Moyens de transport -) Décret du 23 janvier 1914, modifié et complété par le décret du 26 mai 1937 - Arrêté n° 324 a.g.f. du 6 avril 1939, approuvé par dépêche ministérielle n° 4363/S., du 1^{er} décembre 1939.

ARRÊTÉ n° 164 pt., fixant le pourcentage de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 31 décembre 1935.

(Du 27 février 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'article 25 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime, modifié par le décret du 30 juin 1934;

Vu le décret du 31 décembre 1935 portant règlement d'administration publique relatif au délaissement forfaitaire des marins blessés ou malades;

Vu le décret du 27 juin 1931 modifiant les articles 11 et 14 du décret du 22 septembre 1891;

Vu l'arrêté interministériel du 10 août 1937 sur le mode de versement des forfaits;

Vu le décret du 11 février 1938;

Vu le décret du 31 décembre 1938,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les taux de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 31 décembre 1935, pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 1940 :

Port de Papeete	Nature du traitement	1 ^{er} terme du forfait Frais d'hospitalisation				2 ^e terme du forfait Frais de séjour à la sortie de l'hôpital			3 ^e terme du forfait Frais de rapatriement			
		1 ^{re} catégorie %	2 ^e catégorie %	3 ^e catégorie %	4 ^e catégorie %	1 ^{re} catégorie %	2 ^e catégorie %	3 ^e et 4 ^e catégories %	1 ^{re} catégorie %	2 ^e catégorie %	3 ^e catégorie %	4 ^e catégorie %
	Médical	74.43	20,57	33.33	66.67	19.05	23.21	36.36	25.00	25.00	25.00	25.00
	Chirurgical.....	62,50	31,57	34.37	60.00							

Art. 2. — L'administrateur de l'inscription maritime *p.i.* est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 février 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 166 a.g.f. autorisant le remboursement des frais de rapatriement pour le 1^{er} trimestre 1940, de l'annamite Pham Van Thiet n° 1527 décédé.

(Du 27 février 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 24 février 1920 réglementant l'immigration dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 99 du 7 février 1930, article 8, fixant à nouveau les conditions de versement par les engagistes des sommes nécessaires à la main-d'œuvre immigrée ;

Vu le versement effectué au titre " frais de rapatriement " par la Compagnie française des phosphates de l'Océanie pour le 1^{er} trimestre 1940 ;

Vu le décès de Pham Van Thiet n° 1527 survenu le 27 janvier 1940, à Makatea ;

Vu la demande de remboursement de M. Jacquemin, chef de l'agence de Papeete de la C.F.P.O. ;

Sur la proposition du Chef du Service d'administration générale et des finances, commissaire de l'immigration,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Est autorisé le remboursement à la Compagnie française des phosphates de l'Océanie de la somme par elle versée au compte " frais de rapatriement " de l'engagé annamite Pham Van Thiet n° 1527, décédé, et dont le montant s'élève à trois cent vingt francs (320 fr.).

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée, et publiée partout où besoin sera.

Papeete, 27 février 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 167 j. acceptant la démission de M. Henri Bodin ; Huissier auxiliaire des Tuamotu.

(Du 27 février 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation ju-

diciaire dans les Etablissements français de l'Océanie et les textes modificatifs postérieurs ;

Vu la décision n° 918 j., du 18 septembre 1936 chargeant M. Bodin Henri des fonctions d'huissier auxiliaire des Tuamotu ;

Vu la lettre en date du 22 février 1940 aux termes de laquelle M. Bodin Henri offre sa démission d'huissier auxiliaire des Tuamotu ;

Sur la proposition du Chef du Service Judiciaire,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La décision n° 918 j., du 18 septembre 1936, chargeant M. Bodin Henri des fonctions d'huissier auxiliaire des Tuamotu, est rapportée à compter du 22 février 1940.

Art. 2. — Le Chef du Service judiciaire est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 27 février 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 167 bis i.p. fixant la date d'une deuxième session des épreuves du Brevet Élémentaire Métropolitain, année 1939-1940.

(Du 28 février 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté 154 i.p. du 9 février 1938 modifié ;

Sur la proposition du chef du service de l'instruction publique ;

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. — La 2^{me} session des épreuves du Brevet Élémentaire Métropolitain aura lieu à l'École Centrale de Papeete le 1^{er} mars 1940, à 7 h 30.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 février 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 168 a.g.f. portant acceptation d'un legs par la Colonie des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 28 février 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 25 octobre 1939, promulguée par arrêté du 21 décembre 1939, autorisant l'acceptation d'un legs, par la Colonie

des Établissements français de l'Océanie, ensemble les actes et les textes visés en ce décret ;

Le conseil privé entendu les 20 décembre 1938 et 6 avril 1939,

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. — Est accepté par la Colonie des Établissements français de l'Océanie, avec affectation à l'hôpital colonial de Papeete, le legs universel à elle fait, suivant testament olographe en date du 20 mai 1938, — par M. Duceau (Jean Baptiste), décédé à Papeete le 7 décembre 1938,

Art. 2. — Le chef du service d'administration générale et des finances, le trésorier-payeur et le chef du service de l'enregistrement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 février 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 175 a.p.e., portant désignation des membres de la Commission chargée de la répartition des secours aux personnes nécessiteuses pour l'année 1940

(Du 1^{er} mars 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 964/a.g.f. du 15 novembre 1935 réglementant l'attribution des secours accordés sur le budget local et sur les budgets communaux, et l'arrêté modificatif n° 1045/a.g.f. du 11 octobre 1938 ;

Vu les prévisions budgétaires pour secours annuels et révocables, aux personnes nécessiteuses de la colonie pour 1940,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La commission de répartition des secours annuels et révocables pour l'année 1940 est composée ainsi qu'il suit :

M.M. le chef du service des affaires politiques et économiques,	<i>Président ;</i>
Maraetefau Temauri, conseiller municipal,	<i>Membre ;</i>
le chef du service de la sûreté,	—
Villant, chef adjoint du 2 ^{me} bureau du service d'administration générale et des finances,	—
Reneteaud, chef de section du service des affaires politiques et économiques ;	—

Art. 2. — La commission se réunira sur convocation de son président. Il sera dressé procès-verbal des opérations, lequel sera soumis à l'approbation du chef de la colonie.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 1^{er} mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 176 j., modifiant celui du 5 novembre 1926 concernant l'exercice des fonctions d'huissier dans les Établissements Français de l'Océanie.

(Du 1^{er} mars 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire dans les Établissements Français de l'Océanie et les textes qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté du 5 novembre 1926 concernant les fonctions d'huissier dans les Établissements français de l'Océanie modifié par ceux des 29 avril 1932 et 13 août 1934 ;

Vu les nécessités du service ;

Sur la proposition du chef du service judiciaire ;

Le conseil privé entendu dans sa séance en date du 29 février 1940,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. — Le paragraphe premier de l'article 17 de l'arrêté du 5 novembre 1926, est modifié comme il suit :

« Lorsque les huissiers se transportent à plus de deux kilomètres de leur résidence pour y accomplir des actes de leur ministère, il leur est alloué une indemnité de voyage de 2 frs, par kilomètre parcouru tant à l'aller, qu'au retour. »

Art. 2. — Le chef du service judiciaire et le receveur de l'enregistrement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 1^{er} mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 177 a.g.f., portant modification à l'arrêté n° 83 a.g.f., du 27 janvier 1939 sur le statut des auxiliaires.

(Du 1^{er} mars 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 83 a.g.f., du 27 janvier 1939, fixant le statut du personnel auxiliaire ;

Sur le rapport du chef du service d'administration générale et des finances ;

Le conseil privé entendu le 29 février 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les alinéas 4 et 5 du tableau annexé à l'article 13 de l'arrêté n° 83 a.g.f., du 27 janvier 1939, fixant le statut du personnel auxiliaire, sont modifiés comme suit :

Fonctions	Degré maxima
Alinéa 4 (nouveau) Présidents des conseils de district ou leurs remplaçants	30
Alinéa 5 (nouveau) Juges indigènes aux Iles-sous-le Vent, agents de police aux Tuamotu, Iles-sous-le Vent, Marquises, Australes, Gambier et Maïao.	34

Art. 2. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution, à compter du 1^{er} janvier 1940, du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 1^{er} mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 178 a.g.f., approuvant le budget de la chambre de commerce de Papeete, de l'année 1940.

(Du 1^{er} mars 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 10 octobre 1922 organisant la chambre de commerce de Papeete ;

Sur le rapport du chef du service d'administration générale et des finances ;

Le conseil privé entendu le 29 février 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le budget de la chambre de commerce de Papeete, arrêté tant en recettes qu'en dépenses à la somme de : *Quatre-vingt trois mille cinq cents francs* (83.500 fr), est approuvé.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 1^{er} mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 179 a.p.e. divisant en secteurs certains lagons de l'archipel des Tuamotu et ouvrant par roulement la pêche des huîtres nacrées et perlières par plongeurs à nu dans ces secteurs.

(Du 1^{er} mars 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 21 janvier 1904 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par le décret du 26 mars 1918 ;

Vu l'arrêté n° 719 du 27 mars 1919 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières par plongeurs à nu dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu les arrêtés du 8 janvier 1904 portant tiercement des districts nacrés des Tuamotu ; du 27 avril 1901 désignant les agents chargés de la surveillance et de la police de la pêche des nacrés ; du 1^{er} juillet 1904 modifiant celui du 8 janvier 1904 précité ;

Vu l'arrêté n° 588, du 29 septembre 1928 divisant en 4 secteurs le lagon de Takapoto en ce qui concerne la plonge des nacrés perlières ;

Vu l'arrêté n° 617, du 9 octobre 1928 divisant en 2 secteurs le lagon de Kavakura en ce qui concerne la plonge des nacrés perlières ;

Vu l'arrêté n° 503, du 27 septembre 1929 fixant les périodes d'ouverture du lagon d'Arutua à la pêche des huîtres nacrées et perlières et divisant ce lagon en deux secteurs ;

Vu les arrêtés n° 101, 102, 103 et 104 du 7 février 1930 divisant les lagons de Manihi et Ahe, de Anaa en deux secteurs ; de Faaite et Tahanea, de Takarua, en quatre secteurs et ouvrant la pêche des huîtres perlières par plongeurs à nu dans ces secteurs par roulement ;

Vu l'arrêté n° 702 s.g., du 12 août 1932 divisant les lagons de Fakarava et de Toau en secteurs et portant ouverture par roulement de ces secteurs ;

Vu l'arrêté n° 233 a.g.f., du 29 février 1936 divisant en secteurs certains lagons de l'archipel des Tuamotu et ouvrant la pêche des huîtres nacrées et perlières par plongeurs à nu dans ces secteurs par roulement ;

Vu l'arrêté n° 394 a.g.f., du 17 avril 1937 divisant les lagons de Taenga-Nihiru en 4 secteurs et ouvrant par roulement, la pêche des huîtres nacrées et perlières par les plongeurs à nu dans ces secteurs ;

Sur la proposition du chef de la circonscription administrative des Tuamotu et le rapport du chef du service des affaires politiques et économiques ;

Le conseil privé entendu, le 29 février 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les lagons ci-après désignés sont divisés chacun en secteurs définis et ouverts à la pêche des huîtres nacrées et perlières par plongeurs à nu dans les conditions ci-après :

Ahe et Manihi.

I. — Les lagons de Ahe et Manihi sont divisés chacun en deux secteurs :

1^{er} Secteur Ahe : depuis le nord de l'île jusqu'à une ligne allant de Maraetikanae jusqu'à Oaoa ;

2^o Secteur Ahe : depuis le précédent jusqu'au sud de l'île ;

1^{er} Secteur Manihi : depuis l'Est jusqu'à une ligne allant de Korakora à Penutika ;

2^o Secteur Manihi : depuis le précédent jusqu'à l'Ouest de l'île.

Le 2^o secteur de Ahe du 1^{er} juin au 30 novembre 1940 ;

Le 2^o secteur de Manihi du 1^{er} juin au 30 novembre 1941 ;

Le 1^{er} secteur de Ahe du 1^{er} juin au 30 novembre 1942 ;

Le 1^{er} secteur de Manihi du 1^{er} juin au 30 novembre 1943.

Amanu - Tauere.

II. — Les lagons de Amanu et de Tauere sont divisés en 3 secteurs :

1^{er} Secteur Amanu : depuis le récif Sud jusqu'à une ligne partant de la passe Nord à l'Ouest et allant Ouest-Est rejoindre le récif Est ;

2^o Secteur Amanu : depuis cette ligne jusqu'au récif Nord ;

3^o Secteur Tauere : le lagon en entier.

Le 2^o secteur du 1^{er} juin au 30 novembre 1940 ;

Le 3^o secteur du 1^{er} juin au 30 novembre 1941 ;

Le 1^{er} secteur du 1^{er} juin au 30 novembre 1942.

Anaa.

III. — Le lagon de Anaa est divisé en deux secteurs :

1^{er} secteur : de l'Est de l'île jusqu'à une ligne allant du Hoa de Tauhora jusqu'au wharf d'Otepipi ;

2^o secteur : depuis le précédent jusqu'à l'Ouest de l'île.

Le 2^o secteur sera ouvert du 1^{er} juin au 30 novembre 1940 ;

Le 1^{er} secteur sera ouvert du 1^{er} juin au 30 novembre 1942.

Arutua.

IV. — Le lagon de Arutua est divisé en deux secteurs :

1^{er} secteur : partie ouest du lagon jusqu'à une ligne sensiblement Nord-Sud passant par "Motutai", l'îlot de "Tutae-Marô" et "Putuputu" ;

2^o secteur : toute la partie du lagon située à l'Est du 1^{er} secteur.

Le 1^{er} secteur du 1^{er} décembre 1941 au 31 mai 1942 ;

Le 2^o secteur du 1^{er} décembre 1943 au 31 mai 1944.

Faaite et Tahanea.

V. — Les lagons de Faaite et de Tahanea sont divisés chacun en deux secteurs :

1^{er} secteur Faaite : de l'Est de l'île jusqu'à une ligne allant de Teutu à Tuitui ;

2^o secteur Faaite : du précédent jusqu'à l'Ouest de l'île.

1^{er} secteur Tahanea : de l'Est de l'île jusqu'à une ligne de Tao-taona à Makotu ;

2^e secteur Tahanea : du précédent jusqu'à l'Ouest de l'île.

Le 2^e secteur Faaite, du 1^{er} juin au 30 novembre 1940 ;

Le 2^e secteur Tahanea, du 1^{er} juin au 30 novembre 1941 ;

Le 1^{er} secteur Faaite, du 1^{er} juin au 30 novembre 1942 ;

Le 1^{er} secteur Tahanea, du 1^{er} juin au 30 novembre 1943.

Fakarava et Toau.

VI. — Les lagons de Fakarava et Toau sont divisés chacun en deux secteurs :

1^{er} secteur Fakarava, du Nord de l'île jusqu'à une ligne allant de Oreihoro, sur le récif Est, à Topikite sur le récif Ouest ;

2^e secteur Fakarava, du précédent jusqu'au Sud de l'île.

1^{er} secteur Toau, de l'Est de l'île jusqu'à une ligne allant de Pua-ne, sur le récif Nord, à Temangareva sur le récif Sud ;

2^e secteur Toau, du précédent jusqu'à l'Ouest de l'île.

Le 2^e secteur de Toau sera ouvert du 1^{er} juin au 30 novembre 1939 ;

Le 1^{er} secteur de Fakarava, du 1^{er} juin au 30 novembre 1940 ;

Le 1^{er} secteur de Toau du 1^{er} juin au 30 novembre 1941 ;

Le 2^e secteur de Fakarava du 1^{er} juin au 30 novembre 1942.

Katiu - Motutunga - Hiti - Tepoto - Tuanake.

VII. — Les lagons de Katiu, Motutunga, Hiti, Tepoto et Tuanake sont divisés en 4 secteurs :

1^{er} secteur : du récif sud de Katiu jusqu'à une ligne partant du village et aboutissant à l'îlot Havana ;

2^e secteur : du précédent jusqu'au récif Nord de Katiu ;

3^e secteur : Motutunga en entier ;

4^e secteur : les lagons de Hiti, Tepoto et Tuanake.

Le 1^{er} secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1940 ;

Le 2^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1941 ;

Le 3^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1942 ;

Le 4^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1943 ;

Kaukura.

VIII. — Le lagon de Kaukura est divisé en deux secteurs :

1^{er} secteur : du récif Est de l'île jusqu'à une ligne allant de Motu-aa à Taranui ;

2^e secteur : du précédent au récif Ouest de l'île ;

Le 1^{er} secteur sera ouvert du 1^{er} décembre 1940 au 31 mai 1941 ;

Le 2^e secteur, du 1^{er} décembre 1942 au 31 mai 1943.

Makemo et Haraiki.

IX. — Les lagons de Makemo et Haraiki sont divisés en 4 secteurs :

1^{er} secteur Makemo : de la pointe Est de l'île à une ligne allant de la passe Nord à Tahata sur le récif Sud ;

2^e secteur : de la ligne ci-dessus déterminée à une autre partant de Punarukan au Nord et aboutissant à Maguhora sur le récif sud ;

3^e secteur : de cette dernière ligne au récif Ouest ;

4^e secteur, Haraiki, le lagon en entier.

Le 1^{er} secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1940 ;

Le 2^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1941 ;

Le 3^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1942 ;

Le 4^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1943.

Marokau - Ravahere.

X. — Les lagons de Marokau et Ravahere sont divisés en quatre secteurs :

1^{er} secteur, Marokau, limité au Nord, à l'Est et à l'Ouest par la

terre, au Sud par une ligne allant de Otekoteko, à l'Ouest, jusqu'à Mikimiki à l'Est ;

2^e secteur, limité au nord par la partie Est de la ligne précédente, à l'Est par la terre, à l'Ouest par une ligne allant de Marokau à la roche Tairikenua ;

3^e secteur, limité à l'Est par la ligne précédente, au Nord, par une ligne allant de Otekoteko à la roche Tairihenua, soit la partie Ouest de la ligne Otekoteko à Mikimiki qui borne au Sud le 1^{er} secteur, et, à l'Ouest par la terre ;

4^e secteur, Ravahere, le lagon en entier.

Le 1^{er} secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1940 ;

Le 2^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1941 ;

Le 3^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1942 ;

Le 4^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1943.

Raraka et Aratika.

XI. — Les lagons de Raraka et Aratika sont divisés en quatre secteurs :

1^{er} secteur, Raraka, de l'Est de l'île à une ligne allant de Akumara à Otamago ;

2^e secteur, Raraka, depuis cette ligne jusqu'au récif Ouest ;

3^e secteur, Aratika, au Sud de l'île à une ligne allant de Oruna jusqu'à Tipapa ;

4^e secteur, Aratika, depuis cette ligne jusqu'au récif Nord ;

Le 4^e secteur sera ouvert du 1^{er} juin au 30 novembre 1940 ;

Le 1^{er} secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1941 ;

Le 3^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1942 ;

Le 2^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1943.

Taenga et Nihiru.

XII. — Les lagons de Taenga et Nihiru sont divisés en quatre secteurs :

1^{er} secteur : du récif Ouest de Taenga jusqu'à une ligne partant de Teluche au Nord jusqu'à Herevae au Sud ;

2^e secteur : du récif Sud de l'île Nihiru jusqu'à une ligne partant de Taheto à l'Est et aboutissant à Tearia à l'Ouest ;

3^e secteur : depuis la ligne indiquée comme limite du 1^{er} secteur jusqu'au récif Ouest de Taenga ;

4^e secteur : depuis la ligne indiquée comme limite du 2^e secteur jusqu'au récif Nord de Nihiru.

Le 4^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1940 ;

Le 1^{er} secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1941 ;

Le 2^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1942 ;

Le 3^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1943 ;

Takapoto.

XIII. — Le lagon de Takapoto est divisé en quatre secteurs :

1^{er} secteur : limité au Nord par le récif, au Sud par une ligne allant de Ohaga à Otikaoa ;

2^e secteur : limité au Nord par le précédent, au Sud par une ligne allant de Papatagaroa à Otakurere ;

3^e secteur : limité au Nord par le précédent, au Sud par une ligne allant de Patake à Opiupia ;

4^e secteur : limité au Nord par le précédent, au Sud par le récif.

Le 4^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1940 ;

Le 1^{er} secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1941 ;

Le 2^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1942 ;

Le 3^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1943.

Takaroa.

XIV. — Le lagon de Takaroa est divisé en 4 secteurs :

1^{er} secteur : depuis l'Est jusqu'à une ligne partant de Papatika et allant à Rotahoka ;

- 2^e secteur : depuis le précédent jusqu'à une ligne allant de Kamorahi à Otagahi ;
 3^e secteur : depuis le précédent jusqu'à une ligne allant de Moturoa à Tigereroa ;
 4^e secteur : depuis le précédent jusqu'à l'Ouest de l'île.
 Le 3^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1940 ;
 Le 4^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1941 ;
 Le 1^{er} secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1942 ;
 Le 2^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1943.

Takume et Raroia.

XV. — Les lagons de Takume et Raroia sont divisés en quatre secteurs :

- 1^{er} secteur : Takume, depuis le Sud de l'île jusqu'à une ligne allant de Kaporo à Papava ;
 2^e secteur : Raroia, depuis le Sud de l'île jusqu'à une ligne Ouest-Est, partant à l'Ouest de la limite Nord de la passe jusqu'au récif à l'Est.
 3^e secteur : Takume, depuis la ligne indiquée comme limite du 1^{er} secteur jusqu'au Nord de l'île.
 4^e secteur : Raroia, depuis la ligne indiquée comme limite du 2^e secteur jusqu'au Nord de l'île.
 Le 1^{er} secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1940 ;
 Le 2^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1941 ;
 Le 3^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1942 ;
 Le 4^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1943 ;

Hikueru.

XVI. — Le lagon d'Hikueru est divisé en trois secteurs :

- 1^{er} secteur : borné à l'Ouest par la terre du village Tupapati, à l'Est par une ligne allant de Ohekoheko à Titikarahi ;
 2^e secteur : borné à l'Ouest par la ligne précédente, à l'Est par une ligne allant de Ohavana à Tekerikoniana ;
 3^e secteur : borné à l'Ouest par la ligne précédente, à l'Est par la terre de Tekokoga.
 Le 2^e secteur sera ouvert du 1^{er} juin au 30 novembre 1940 ;
 Le 3^e secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1941 ;
 Le 1^{er} secteur, du 1^{er} juin au 30 novembre 1942.

Art. 2. — Les secteurs seront ouverts à la plonge dans les conditions fixées ci-dessus, sauf modifications à intervenir sous forme de décisions ultérieures commandées par l'état des lagons.

Art. 3. — La dimension minimum des nâcles est fixée à 12 centimètres. Cette dimension étant comprise sur le plus grand diamètre, sans tenir compte des barbes.

Art. 4. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

Art. 5. — Le chef du service des affaires politiques et économiques et le chef de la circonscription des Tuamotu-Gambier sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 1^{er} mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 180 co, rendant exécutoires des rôles principaux et supplémentaires de l'impôt des routes, de la propriété bâtie, des patentes fixes et proportionnelles, de la taxe add. du 10 % C.C., du droit fixe et supplémentaire, de la taxe sur les voitures et sur les chiens, de la taxe add. du 10 % de la Commune de Papeete, de la taxe add. des 20 décimes à l'impôt des routes, de la taxe sur les armes pour 1937, 1938, 1939 et 1940.

(Du 1^{er} mars 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté n° 591 c., du 19 juillet 1935 promulguant dans la colonie le décret du 5 juin 1935 modifiant l'assiette de l'impôt foncier sur la propriété bâtie dans la colonie ;

Vu l'arrêté n° 108 c. du 29 janvier 1936 promulguant dans la Colonie le décret du 4 décembre 1935, instituant un impôt dit des routes en remplacement de l'impôt de la prestation rurale ;

Vu l'arrêté municipal n° 87 du 6 janvier 1939 créant 5 centimes add. ordinaires et 5 centimes add. extraordinaires sur les patentes, la propriété bâtie, le droit fixe et le droit supplémentaire dans la Commune de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 397 c. du 21 avril 1939 promulguant dans la colonie le décret du 7 avril 1939 portant approbation d'une délibération des délégations économiques et financières en date du 23 janvier 1939 relative au mode d'application du décret du 9 mai 1938 fixant le régime des armes et munitions dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la délibération des délégations économiques et financières du 8 septembre 1939 approuvée par décret du 25 janvier 1940 instituant pour les années 1940 et 1941, 20 décimes additionnels à l'impôt dit des routes ;

Vu les arrêtés 1259 a.g.f., 1447 a.g.f., et 2171 a.g.f., des 29 décembre 1936, 28 décembre 1937 et 20 décembre 1938, approuvant le tarif des taxes locales pour les années 1937, 1938 et 1939 ;

Vu l'arrêté n° 1195 a.g.f., du 9 décembre 1939 rendant provisoirement exécutoire le tarif des taxes à percevoir pendant l'exercice 1940 ;

Vu le rapport du Chef du Service des Contributions ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 29 février 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont rendus exécutoires les rôles principaux, et supplémentaires, exercice 1937, 1938, 1939 et 1940, s'élevant à la somme de : *Un million cinq cent neuf mille soixante huit francs soixante onze centimes*, savoir :

PERCEPTION DE PAPEETE

Rôle supplémentaire Ex. 1937.

Patentes proportionnelles.....	240 »
Taxe additionnelle 10 % C. C.	24 »
Avis.....	0 25

Total de la perception de Papeete ex. 1937..... 264 25

PERCEPTION DE PAPEETE

Rôle supplémentaire Ex. 1938.

Patentes proportionnelles.....	240 »
Taxe additionnelle 10 % C. C.	24 »
Avis.....	0 25

Total de la perception de Papeete-ex. 1938..... 264 25

PERCEPTION DES GAMBIE.

Rôle principal Ex. 1938.

Propriété bâtie.....	1.035 50
Avis.....	7 »

Total de la perception des Gambier ex. 1938..... 1.062 50

PERCEPTION DE PAPEETE.

Rôle supplémentaire du 4^{me} trimestre 1939.
de Tahiti.

Impôt des routes.....	100 »
Impôt sur la propriété bâtie.....	45 62
Patentes fixes et proportionnelles..	49.075 83
Taxe additionnelle 10 % C. C.	1.907 52
Taxe sur les voitures.....	160 »
Taxe sur les chiens.....	60 »
Taxe 10% Papeete.....	2.440 10
Droit fixe.....	2.440 »
Droit supplémentaire.....	5.406 66
Formules et avis.....	377 75

Total de la perception de Papeete ex. 1939..... 32.043 48

PERCEPTION DE RAIATEA-TAHAA.

Rôle supplémentaire 4^{me} trimestre 1939.

Impôt des routes.....	250 »
Patentes fixes et proportionnelles..	2.345 81
Taxe sur les armes.....	30 »
Taxe sur les chiens.....	360 »
Droit fixe.....	360 »
Droit supplémentaire.....	1.154 99
Formules et avis.....	122 75

Total de la perception de Raiatea-Tahaa ex. 1939..... 4.623 55

PERCEPTION DE HUAHINE.

Rôle supplémentaire 4^{me} trimestre 1939.

Patentes fixes et proportionnelles..	65 »
Formules et avis.....	10 50

Total de la perception de Huahine ex. 1939..... 75 50

PERCEPTION DES GAMBIE.

Rôle principal Ex. 1939.

Propriété bâtie.....	1.055 50
Avis.....	7 »

Total de la perception des Gambier-ex 1939..... 1.062 50

PERCEPTION DE RAPA.

Rôle principal Ex. 1939.

Impôt des routes.....	2.100 »
Avis.....	10 50

Total de la perception de Rapa ex. 1939..... 2.110 50

PERCEPTION DE PAPEETE

Rôles principaux Ex. 1940.

de Papeete et Tahiti.

Propriété bâtie.....	183.946 50
Patentes fixes et proportionnelles..	554.218 16
Taxe additionnelle 10 % C. C.	55.421 67
Droit fixe et supplémentaire.....	146.130 »
Taxe sur les voitures.....	2.860 »
Taxe additionnelle 10 o/o Papeete..	88.429 31
Taxe sur les armes.....	10.365 »
Formules et avis.....	4.067 50

Total de la perception de Papeete ex. 1940..... 1.045.438 14

PERCEPTION DE MAKATEA.

Rôles principaux Ex. 1940.

Propriété bâtie.....	2.384 20
Taxe sur les armes.....	1.440 »
Avis.....	11 50

Total de la perception de Makatea. Ex. 1940.... 3.835 70

PERCEPTION DE RAIATEA-TAHAA.

Rôles principaux-exercice 1940.

Impôt des routes.....	85.700 »
Propriété bâtie.....	49.999 »
Patentes fixes et proportionnelles..	74.739 14
Droit fixe et supplémentaire.....	57.210 »
Taxe sur les voitures.....	1.140 »
Taxe sur les chiens.....	10.200 »
Taxe sur les armes.....	2.340 »
Formules et avis.....	1.831 75

Total de la perception de Raiatea-Tahaa-ex 1940.. 253.159 89

PERCEPTION DE BORABORA-MAUPITI.

Rôles principaux-exercice 1940.

Impôt des routes.....	23.400 »
Propriété bâtie.....	3.605 70
Taxe sur les voitures.....	240 »
Taxe sur les chiens.....	1.950 »
Avis.....	168 »

Total de la perception de Borabora-Maupiti ex. 1940... 29.363 70

PERCEPTION DE HUAHINE.

Rôle principal-exercice 1940.

Impôt des routes.....	29.000 »
Propriété bâtie.....	2.561 50
Patentes fixes et proportionnelles..	49.415 »
Droit fixe et supplémentaire.....	21.080 »
Taxe sur les voitures.....	140 »
Taxe sur les chiens.....	3.840 »
Taxe additionnelle 20 décimes....	58.000 »
Formules et avis.....	695 75

Total de la perception de Huahine-ex 1940..... 134.732 25

PERCEPTION DES GAMBIE.

Rôle principal-exercice 1940.

Propriété bâtie.....	1.055 50
Avis.....	7 »

Total de la perception des Gambier-ex 1940..... 1.062 50

Total 1.509.068 71

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 1^{er} mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 181 co., autorisant MM. le Trésorier-Payeur, le Préposé du Trésor à Uturoa et le Gérant de comptes du Trésor à Huahine à faire emploi dans leurs écritures du montant de divers dégrèvements accordés sur les exercices 1937, 1938 et 1939.

(Du 1^{er} mars 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881, articles 43, 44 et 45 et le décret financier du 30 décembre 1912, articles 173, 174 et 177 ;

Vu l'arrêté du 29 janvier 1936, promulguant dans la Colonie le décret du 4 décembre 1935, instituant un impôt dit des routes en remplacement de l'impôt des prestations ;

Vu l'arrêté municipal n° 87 du 6 janvier 1939 créant 5 centimes additionnels ordinaires et 5 centimes additionnels extraordinaires sur les patentes, la propriété bâtie, le droit fixe et le droit supplémentaire dans la Commune de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 207 c, du 28 février 1939, portant majoration ou création de taxes ;

Vu les arrêtés n°s 1259 a.g.f., 1447 a.g.f et 2171 a.g.f., des 29 décembre 1936, 28 décembre 1937 et 20 décembre 1938 approuvant le tarif des taxes locales pour les années 1937, 1938 et 1939 ;

Vu le rapport du Chef du Service des Contributions et l'avis conforme de M. le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 29 février 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— MM. le Trésorier-Payeur, le Préposé du Trésor à Uturoa et le Gérant de comptes du Trésor à Huahine sont autorisés à faire emploi dans leurs écritures du montant des dégrèvements accordés à divers contribuables sur les exercices 1937, 1938 et 1939, s'élevant à la somme de : *Neuf mille cinq cent vingt six francs quatre-vingt douze centimes*, savoir :

Percception de Huahine.

Ordre n° 1.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1937..... 4.415 »

Percception de Tahiti.

Ordre n° 2.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1937..... 46 90
Ordre n° 3.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1937..... 1.318 53
Ordre n° 4.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1937..... 470 25
Ordre n° 5.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1937..... 5.104 75
Ordre n° 6.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1938..... 59 25
Ordre n° 7.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1939..... 20 25
Ordre n° 8.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1939..... 118 50
Ordre n° 9.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1939..... 237 »
Ordre n° 10.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1939..... 393 24

Percception de Raiatea-Tahaa.

Ordre n° 11.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1939..... 343 25
Total..... 9.526 92

Art. 2. — Les ordonnances de "remise et modération" de "décharge et réduction" seront mises à l'appui de leur comptabilité.

Art. 3. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances et le Chef du Service des Contributions sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 1^{er} mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 182 d., fixant le cours officiel des changes pour la conversion en francs du montant des factures libellées en monnaies étrangères présentées pour l'application des droits *ad valorem* perçus à l'entrée dans la colonie.

(Du 1^{er} mars 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 2 juin 1932 relatif à la fixation du cours officiel des changes ;

Vu la proposition du Chef du Service des Douanes ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 29 février 1940.

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— La conversion en francs du montant des factures libellées en monnaies étrangères, présentées à la Douane à l'appui des déclarations concernant les marchandises ayant à acquitter les droits *ad valorem* perçus, à l'entrée dans les Etablissements français de l'Océanie, sera effectuée suivant les cours ci-après :

Grande-Bretagne.....	Livre 177 20
Nouvelle-Zélande.....	" 142 40
Australie.....	" 141 75
Etats-Unis.....	Dollar 44 »

Art. 2. — Les mêmes cours seront suivis pour la perception des autres taxes locales basées sur ces monnaies.

Art. 3. — Au cas où dans le courant du mois les monnaies varieraient dans un sens ou dans l'autre de 5 % de leur valeur, le Chef du Service des Douanes sera tenu, après consultation de la Commission prévue, de soumettre une nouvelle base de conversion à l'agrément du Gouverneur.

Art. 4. — Le Chef du Service des Douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 1^{er} mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 183 d., portant remboursement de la somme de : mille cent quatre vingt quatorze francs cinquante six centimes.

(Du 1^{er} mars 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 20 juillet 1932 réglementant le Service des Douanes dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le rapport du Chef du Service des Douanes ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 29 février 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est autorisé le remboursement d'une somme de : mille cent quatre vingt quatorze francs cinquante six centimes, répartie comme suit : au profit de divers déclarants et représentant des droits indûment perçus par le Trésor :

BÉNÉFICIAIRES	Octroi	Douane	6 %	Total
L. L. Bambridge	140 35	97 47	46 78	284 60
Serge Zwiebel	173 47	451 75	86 74	711 96
Yet Sing 3977	"	127 82	"	127 82
do	31 19	38 99	"	70 18
Totaux	345 01	716 03	133 52	1.194 56

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 1^{er} mars 1940.
CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 184 j., rapportant le paragraphe 16 de l'article 1^{er} de l'arrêté n° 156 c. du 25 février 1940, promulguant dans la colonie le décret du 6 décembre 1939 étendant à certaines colonies les dispositions du décret du 19 octobre 1939 concernant la faculté d'option des fils d'étrangers nés en France.

(Du 4 mars 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 9 juillet 1933 abrogeant, en ce qui concerne les Etablissements français de l'Océanie, les dispositions du décret du 8 novembre 1928 fixant, sauf en ce qui concerne les indigènes, les conditions de jouissance des droits civils, d'acquisition, de perte et de recouvrement de la qualité de Français dans les colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion ;

Sur la proposition du chef du service judiciaire,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le paragraphe 16^e de l'article premier de l'arrêté n° 156 c., du 25 février 1940, est rapporté.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 mars 1940.
CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 190 c. relatif à l'incorporation de la classe 1938 (jeunes gens maintenus dans leurs foyers par mesures budgétaires).

(Du 5 mars 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu ensemble, les instructions ministérielles des 20 août 1939 et du 4 décembre 1935, sur le recensement, la révision, la répartition du contingent, l'appel et la libération des classes ;

Vu la loi du 31 mars 1928, sur le recrutement de l'armée ;

Vu ensemble le décret et l'arrêté ministériel (Guerre) du 29 octobre 1937 relatifs à la formation de la classe 1938 ;

Vu l'arrêté local n° 125. l.c., du 2 février 1938, relatif à la formation de la classe 1938 dans les Etablissements français de l'Océanie,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'incorporation des jeunes gens maintenus dans leurs foyers par mesures budgétaires, appartenant à la classe 1938, aura lieu le 15 mars 1940, sur l'ordre individuel adressé à chacun des intéressés.

Art. 2. — Le capitaine commandant la compagnie autonome d'infanterie coloniale de Tahiti et le bureau annexe de Recrutement de Tahiti, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la colonie.

Papeete, le 5 mars 1940.
CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 191 c. portant congédiement et accordant une indemnité à divers agents auxiliaires des Iles Australes

(Du 5 mars 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 83 a.g.f. du 27 janvier 1939 fixant le statut du personnel auxiliaire, ensemble la circulaire du 7 novembre 1939 ;

Vu les demandes des 1^{er} et 6 janvier 1940 émanant de M.M. Miroura a Teaurua, président des grands juges à Rurutu, Tumaha a Tihoni, grand juge à Rimatara et Haatitio a Teata, chef du district d'Anapoto, ile Rimatara ;

Vu les rapports du 3 février 1940 du Chef de la circonscription administrative des Iles australes, transmettant, avec avis favorable, les dites demandes tant de congédiement et d'indemnité, prévue par l'article 41 de l'arrêté n° 83 a.g.f. du 27 janvier 1939 susvisé ;

Vu l'avis du Chef du Cabinet p.i. chargé du personnel,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Sont congédiés, à compter du 1^{er} avril 1940, les agents auxiliaires désignés ci-après :

M. M. Miroura a Teaurua, agent auxiliaire de 5^e catégorie, 43^e degré, président des grands juges à Rurutu,

Tumaha a Tihoni, agent auxiliaire de 5^e catégorie, 43^e degré, juge à Rimatara,

Haatitio a Teata, agent auxiliaire de 5^e catégorie, 40^e degré, chef de district de Anapoto, ile Rimatara.

Art. 2. — Il est alloué à ces agents, à titre d'indemnité de congédiement prévue aux articles 41 et 60 de l'arrêté 83 a.g.f. du 27 janvier 1939 :

à M. Miroura a Teaurua, la somme de 420 frs, à compter de ce jour, 31 ans de service,

à M. Tumaha a Tihoni, la somme de 240 frs, à compter de ce jour, 17 ans de service,

à M. Haatitio a Teata, la somme de 360 frs, à compter de ce jour, 16 ans de service.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée, et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 5 mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 192 c., relatif à la révision des étrangers sans nationalité ou bénéficiaires du droit d'asile.

(Du 5 mars 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 18 mai 1939 rendant applicable aux territoires relevant du Ministère des Colonies le décret du 12 avril 1939 relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile des obligations imposées aux Français par les lois sur le Recrutement et la loi sur l'organisation générale de la Nation en temps de guerre ;

Vu le décret du 10 septembre 1939 étendant dans les colonies les dispositions du décret du 20 juillet 1939 fixant dans la métropole les règles du dénombrement des étrangers bénéficiaires du droit d'asile et des étrangers sans nationalité ;

Vu le décret du 3 novembre 1939 étendant dans les colonies les dispositions du décret du 4 septembre 1939 fixant dans la métropole les règles de la révision des dits étrangers ;

Vu l'arrêté local n° 1216 a.g.f. du 17 décembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La commission de révision, appelée à examiner les étrangers sans nationalité ou bénéficiaires du droit d'asile dans les conditions du décret du 3 novembre 1939 susvisé, se réunira le 13 mars 1940, à la Mairie de Papeete, à huit heures.

Art. 2. — Cette commission est composée comme suit :

1° Le Gouverneur ou son représentant, *Président* ;

2° Le Lieutenant Bourcart de la compagnie autonome d'infanterie coloniale de Tahiti ;
assistés par :

3° Le Médecin-capitaine des troupes coloniales De Carton ;

4° Le Médecin-lieutenant des troupes coloniales Henric.

Le Capitaine Broche, Commandant le Bureau annexe de Recrutement dans les Etablissements français de l'Océanie, remplira les fonctions de commissaire du gouvernement près de cette commission.

Art. 3. — Le Maire de la Commune de Papeete assistera à la séance au cours des opérations de révision concernant les étrangers résidant sur le territoire de la Commune de Papeete.

Art. 4. — Dès la fin de ses opérations de révision, la commission, réunie dans une séance de clôture, examinera les dossiers concernant les étrangers résidant dans les archipels. Elle se prononcera, le cas échéant, sur le vu des pièces de ces dossiers.

Art. 5. — L'arrêté n° 1216 a.g.f. du 17 décembre 1939 est rapporté.

Art. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 207 Ip., portant octroi des bourses d'enseignement à l'école centrale de Papeete pour l'année 1940-1941.

(Du 9 mars 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté 688 a.g.f. du 3 juillet 1936 réorganisant la concession des bourses d'enseignement dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté 154 i.p. du 9 février 1938, réorganisant l'instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le procès-verbal de la commission d'examen réunie le 22 février 1940,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Sont supprimées les bourses et demi-bourses précédemment accordées aux élèves dont les noms suivent :

a) Bourses entières :

Krauser Siméon	Mamatui Jean
Maihotu Turatahi	Burns Paul
Voirin Marie	Materouru Ione
Teriitehau Simone	Doom Lovicy
Helme Charles	Maaro Tumaitera
Bonet Frédéric	

b) Demi-bourses :

Metuaore Constance
Poroi Léa

Maniui Claire

Art. 2. — Sont maintenues les bourses et demi-bourses précédemment accordées aux élèves dont les noms suivent :

a) Bourses entières :

Maihotu Ruanuu	Pothier Jean
Utia Teriitemiro	Tau Henriette
Falchetto Jean	Moua Irène
Falchetto Jacques Auguste	Maireau Rose
Agnie Urarii	Raapamoa Odile
Helme Jules	Chebret Teupoko
Lehartel Pierre	Warras Raurea
Alves Jean	Warras Pauline
Taiti Parepare Philippe	Vahapata Bettie
Temaaurioraa Francis	Deane Doris
Drollet Jacques	Temanapoara Marie
Pito Emile	Maoni Edmée
Million Michel	Allaume Ida
Telohu François	

b) Demi-bourses :

Bredin Francis	Salmon Hotutu
Colombani Pierre	Ueva Vahinerii
Oputu Tetuauira	Toofanuiteriaefa Madeleine
Puairau Teariki	Teiva Turarii

Art. 3. — Est transformée en demi-bourse la bourse entière précédemment accordée à l'élève :

Fuller Odette

Art. 4. — Une bourse entière est accordée aux élèves dont les noms suivent :

a) TAHITI-MOOREA :

Salmon Roger	Lehartel Marthe
Maoni René	Taraihu Jeanne
Tau Teina	

b) TUAMOTU :

Nui Charles	Snow Ariirere
Teuira Tepuria	Huateki Tetuarii
Matahuira Louis	Neri Emile
Tahuru Narii	Eneriko Teriifaatau
Opeta Paea Florès	

c) MARQUES :

Teikiehupoko Samuel

d) ILES AUSTRALES :

Teinaore Tabaria

Art. 5. — Une demi-bourse est accordée aux élèves dont les noms suivent :

Buillard Edmond	Lantéreis Jean
Maiotui Louis	

Art. 6. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 9 mars 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

RECTIFICATIVES à l'arrêté n° 82 a.g.f., du 27/1/39 paru au Journal officiel de la Colonie du 29/2/40 pages 112 à 115.

Colonne 2-tableau (colonne 2): page 113

au lieu de : infirmier, infirmière stagiaire 7.500 »
lire : infirmier, infirmière stagiaire 7.600 »

Colonne 1 - article 17 - § 2 - 2^e année - alinéa D - page 114

au lieu de : 6 leçons
lire : 8 leçons

§ 3 - 3^e année - pag. 114

au lieu de : 20 leçons
lire : 90 leçons

§ 4 - page 114

au lieu de : « les élèves reçoivent en outre, une leçon par soir »
lire : les élèves reçoivent en outre, une leçon par mois.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

CABINET.

1. — Par décision n° 189 du 5 mars 1940. — Est licencié, pour compter du 1^{er} mars 1940 M. Hiti (Rootama) agent auxiliaire de 5^e catégorie, affecté à la circonscription administrative des îles Tuamotu-Gambier.

Pour compter de la même date, M. Tane (Fernand, Taufu) célibataire, demeurant à Anaa (Tuamotu) est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 38^e degré, imputables au budget local chapitre 4.

M. Tane (Fernand, Taufu) est affecté à la circonscription administrative des îles Tuamotu-Gambier et chargé des fonctions d'agent de police du district d'Anaa (Tuamotu).

2. — Par décision n° 195 du 6 mars 1940. — Il est accordé à Madame Estall née Viriamu Reirurarii, élève sage-femme du service local, un congé de maternité de deux mois, avec allocation entière, pour compter du 3 mars 1940.

La date de l'accouchement devra être notifiée par l'intéressée, au moyen d'un certificat du médecin ou de la sage-femme et d'une copie de l'acte de naissance.

ACTE MUNICIPAL

ARRÊTÉ MUNICIPAL modifiant l'article 8 de celui du 29 décembre 1938 réglementant le stationnement des véhicules à Papeete.

(Du 27 février 1940).

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE PAPEETE, (ILE TAHITI),

Vu l'article 33 du décret du 8 mars 1879 organisant la Commune de Nouméa et rendu applicable à la Commune de Papeete par le premier décret du 20 mai 1890.

Vu l'arrêté municipal du 29 décembre 1938 réglementant à nouveau le stationnement des véhicules dans les rues adjacentes du marché et dans le terrain communal dit "Anciennes Ecuries Lambert" et créant une taxe de stationnement.

Considérant qu'il convient de compléter l'arrêté susvisé qui ne prévoit aucune sanction pénale.

ARRÊTÉ :

Article 1^{er}. — L'article 8 de l'arrêté du 29 décembre 1938 est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« Ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 6 seront passibles de l'imposition de la double taxe. »

« Ceux qui contreviendront aux dispositions de l'article 7 seront punis des peines prévues par les articles 471 § 15-474 et 483 du Code Pénal. »

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 février 1940.

Le Maire,

G. BAMBRIDGE.

APPROUVÉ :

Le Gouverneur,

CHASTENET DE GÉRY.

AVIS OFFICIEL

Souscription pour élever un monument au Roi Pomare V.

Liste de M. Petero Miller (Ile de Mopelia)..... 2080 fr.

PARTIE NON OFFICIELLE

MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE

Mois de février 1940.

ENTRÉES

- 1^{er}. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
- 1^{er}. Motor-ship français *Hiro* de 183 tonneaux.
- 1^{er}. Cotre français *Tamarit Auura*, de 17 tonneaux.
3. Motor-Ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
3. Goëlette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 ton.
3. Goëlette française à moteur *Potii Raiatsa*, de 121 tonneaux.
4. Goëlette anglaise à moteur *Tiare Taporo*, de 172 tonneaux.
5. Yacht français *Alain Gerbault*, de 9 tonneaux.
8. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
8. Goëlette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonneaux.
9. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
10. Vapeur français *Commissaire-Ramel*, de 10.061 tonneaux.
11. Goëlette française à moteur *Florence C. Robinson*, de 95 ton.
12. Goëlette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonneaux.
12. Goëlette française à moteur *Denise*, de 143 tonneaux.
12. Goëlette française à moteur *Vahine Tahiti*, de 50 tonneaux.
12. Cotre français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonneaux.
14. Cotre français *Te maru fanu*, de 9 tonneaux.
14. Goëlette française à moteur *Gishorne*, de 91 tonneaux.
14. Motor-ship britannique *Hauraki*, de 7.113 tonneaux.
15. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
16. Cotre français à voiles *Te Vahine Oropua*, de 9 tonneaux.
17. Cotre français *Te manu e apa*, de 9 tonneaux.
18. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
18. Goëlette française à moteur *Manureva*, de 79 tonneaux.
18. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
18. Yacht américain *Yankee*, de 102 tonneaux.

19. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 ton.
20. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonneaux.
20. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
21. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
21. Cotre français à moteur *Haupeeaterai*, de 26 tonneaux.
23. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
23. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
24. Goélette française à moteur *Ravarava*, de 30 tonneaux.
25. Canonnière française *Zélée*, de 135 tonneaux.
25. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
25. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
26. Cotre français à moteur *Maruhiri*, de 12 tonneaux.
28. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonneaux.
29. Motor-ship suédois *Kungsholm*, de 20.067 tonneaux.

SORTIES

- 1^{er}. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
2. Cotre français à moteur *Haupeeaterai*, de 26 tonneaux.
3. Cotre français à voiles *Tevaïora*, de 11 tonneaux.
5. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
5. Goélette française à moteur *Tereora*, de 113 tonneaux.
5. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
10. Cotre français *Tamarii Aura*, de 17 tonneaux.
10. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
12. Vapeur français *Commissaire-Ramel*, de 10.061 tonneaux.
12. Motor-Ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
13. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella* de 42 ton.
13. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
14. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
15. Goélette française à moteur *Florence C. Robinson*, de 95 ton.
15. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonneaux.
15. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
16. Yacht britannique *Lorna D.*, de 28 tonneaux.
16. Motor-ship britannique *Hauraki*, de 7.113 tonneaux.
17. Goélette française à moteur *Vahine Tahiti*, de 50 tonneaux.
18. Cotre français à voiles *Te maru faniu*, de 9 tonneaux.
19. Canonnière française *Zélée*, de 135 tonneaux.
20. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonneaux.
20. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
20. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
21. Cotre français *Te manu e apa*, de 9 tonneaux.
21. Goélette française à moteur *Denise*, de 143 tonneaux.
22. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 91 tonneaux.
22. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
22. Yacht américain *Yankee*, de 102 tonneaux.
23. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
23. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 ton.
23. Goélette française à moteur *Tamara*, de 94 tonneaux.
23. Cotre français à voiles *Te Vahine Oropaa*, de 9 tonneaux.
23. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
24. Yacht britannique *Ereva*, de 12 tonneaux.
29. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonneaux.
29. Motor-ship suédois *Kungsholm*, de 20.067 tonneaux.

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M^e DUBOUCH, Notaire à Papeete.

VENTE DE FONDS DE COMMERCE

DEUXIÈME INSERTION

Suivant acte passé devant M^e Dubouch, notaire à Papeete, le 9 février 1940, enregistré le même jour, M. Yeung Wai Hon,

n° 5707 a cédé à M. Yue Tsing Hsiang, n° 6495 un fonds de commerce de gros et de détail avec patente de 1^{re} classe, exploité à Papeete, rue du 22 Septembre, sous le nom de Tai Kel Lee, ledit fonds consistant en :

A/ L'enseigne, la clientèle et l'achalandage attachés au fonds de commerce ;

B/ Le matériel et l'exploitation servant à l'exploitation du fonds ;

C/ Et les marchandises le garnissant.

Les oppositions devront être faites dans les dix jours de la seconde insertion, à Papeete, en l'étude de M^e Dubouch.

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 28 février 1940, enregistré le même jour.

Il appert qu'une société à responsabilité limitée au Capital de 50.000 francs a été constituée pour l'exploitation d'un commerce de boucherie et d'approvisionnement général : volaille, légumes, beurre etc..., entre M. Charles Maraetefau pour 150 parts, M. William Adams pour 150 parts et M. Lai Yon n° 5367 pour 200 parts.

La Société prend la domination de "Au bon marché" ; son Siège social est à Papeete.

La Société est administrée par M. Charles Maraetefau qui gère et signe pour la Société.

La Société commence le 1^{er} mars 1940 et doit finir le 1^{er} mars 1950.

Un original a été déposé au Greffe de la justice de Paix et du Tribunal de Commerce de Papeete le 4 mars 1940.

Pour extrait:

Le gérant

Charles MARAETFAU.

Les créanciers de la Faillite Yune Sing sont informés qu'une première repartition sera faite par le syndic à partir du 1^{er} avril 1940.

Ils sont invités, à se présenter à son bureau munis de leur titre de créance.

M. V. Frogier

Syndic

Les créanciers de Mr. CHONG WA dit CHONG FAT n° 1025 demeurant à Paea, sont priés de remettre leurs titres et le Bordereau indicatif entre les mains du syndic dans la quinzaine qui suivra le présent avis.

M. V. Frogier

syndic

ANNONCES DIVERSES

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

Règlement sur la circulation routière.

Prix broché: 2 fr. 50.

Résumé des observations du mois de février 1940.

DATES	TEMPÉRATURE en degrés centigrades			PRESSION ATMOSPHÉRIQUE corrigée à 0° et à la gravité normale 1000+				HUMIDITÉ relative en pour cent		TENSION DE VAPEUR D'EAU en millibars heure légale			Pluie en millimètres de 7 h. ce jour à 7 h. demain	INSOLATION en heures et dixièmes	ÉVAPORATION	TEMPÉRATURE à la surface du sol		VENT AU SOL DIRECTION EN ROSE DE 8. vitesse en km/heure.					
	minimum m	maximum M	moyenne 1/2 (M+m)	matin		soir		m	M	7 H	12 H	17 H				m	M	0 H.	04 H.	08 H.	12 H.	16 H.	20 H.
				m	M	m	M																
1	22.9	32.7	27.8	-2.7	-0.9	-3.4	-1.2	52	89	24.9	30.5	30.0	»	9.6	3.4	20.8	60.6	SE 5	E 2	E 2	W 22	W 4	E 3
2	23.0	32.6	27.8	-3.4	-1.6	-4.6	-2.0	65	92	27.2	27.2	28.9	0.2	7.5	3.5	20.5	61.3	SE 3	SE 2	» 6	SW 4	NW 10	SE 3
3	22.7	33.2	27.9	-3.9	-3.1	-5.9	-3.9	65	97	26.7	27.2	28.8	0.7	7.1	2.7	21.3	61.7	SE 3	SE 6	SE 2	NW 8	NE 6	» 7
4	22.6	32.4	27.5	-6.4	-4.8	-7.5	-4.6	68	99	25.4	28.9	30.3	13.9	3.9	2.6	21.8	56.8	SE 4	SW 22	» 0	N 8	N 11	» 0
5	23.6	31.8	27.7	-6.4	-4.7	-6.8	-4.3	75	99	27.1	31.7	27.7	26.3	0.0	2.2	22.0	44.9	SE 6	E 9	E 12	NE 12	E 17	E 9
6	22.8	26.8	24.8	-7.1	-4.2	-8.0	-6.2	83	99	27.4	27.7	29.1	35.5	0.0	1.2	22.1	30.2	E 9	E 13	E 2	E 4	N 6	E 20
7	22.0	27.5	24.8	-9.1	-8.3	-11.5	-9.2	86	93	28.9	31.0	30.0	46.9	0.0	1.1	22.0	34.0	S 13	N 14	N 20	NW 25	NW 8	N 7
8	23.2	27.8	25.5	-10.8	-8.2	-7.5	-5.8	87	93	29.0	30.2	31.5	61.8	0.0	0.9	23.0	33.0	N 28	SW 1	» 0	SW 28	SW 2	SW 2
9	22.8	25.7	24.3	-6.7	-1.0	-2.2	1.2	86	100	28.6	28.0	27.6	127.1	0.0	1.0	23.0	28.7	» 30	W 28	NE 7	NE 6	NE 14	» »
10	21.8	31.7	26.7	-0.8	1.1	-1.6	0.5	68	97	25.9	31.8	28.7	0.1	4.4	3.0	20.8	46.8	W 14	» »	NE 16	NE 8	NE 5	» 4
11	22.8	31.7	27.3	-0.3	1.2	-1.9	1.2	68	90	25.7	29.4	27.1	0.2	10.8	5.6	20.6	54.1	» »	» 5	E 13	NE 24	NE 14	» 7
12	22.8	32.8	27.8	0.0	1.2	-0.5	2.7	61	96	24.0	30.0	24.8	»	9.4	4.9	21.0	56.7	» 0	» 30	NE 10	NE 25	W 15	S 4
13	22.3	34.0	28.1	1.5	3.3	0.3	3.3	48	81	23.2	22.3	26.6	G	8.3	5.1	20.6	61.7	» 9	S 1	S 1	NW 25	SW 20	» 1.5
14	23.2	34.7	29.0	2.0	3.6	-0.1	2.8	34	89	24.7	26.0	26.2	»	9.0	5.3	21.7	60.2	SW 2	SE 7	W 4	NW 12	NW 4	E 1.5
15	22.5	33.4	27.9	0.9	2.3	-1.6	0.7	62	90	25.0	25.0	26.8	»	11.6	5.2	22.0	61.7	SE 7	SE 4	» 0	SW 20	SW 6	S 5
16	22.0	32.9	27.5	-0.5	1.2	-0.8	2.3	55	91	22.2	25.9	26.7	»	5.7	4.6	21.7	59.9	SE 3	E 2	» 0	W 12	W 15	» 5
17	22.0	34.0	28.0	0.9	2.9	-0.8	2.7	55	87	22.6	25.0	24.3	»	11.6	5.9	21.0	59.8	E 4	» 5	» 0	SW 25	NE 11	SW 2
18	23.2	33.7	28.4	0.9	2.9	-0.3	2.3	51	97	24.4	26.7	28.8	G	9.1	4.5	24.0	61.7	» 0	SE »	SW »	W 15	W 10	S »
19	22.8	33.3	28.1	0.7	2.5	-0.8	1.9	53	90	24.3	28.3	28.2	G	8.5	4.0	22.1	61.7	S »	SE »	E »	W 12	» »	» »
20	22.8	33.4	28.1	0.1	1.7	-1.1	2.0	52	96	23.8	28.6	27.8	0.2	6.1	4.7	24.0	60.5	S »	» »	E »	E 14	E 7	E 4
21	22.7	34.2	28.4	-0.7	1.2	-2.0	0.1	49	99	24.1	27.6	29.8	2.2	6.0	6.4	23.5	61.7	» 3	» 3	E 2	E 19	E 25	E 28
22	23.6	33.2	28.4	-0.8	2.0	-0.5	3.2	56	97	24.6	25.1	28.6	20.0	3.3	4.1	22.0	43.1	» 10	» 6	E 14	E 8	E 18	E 2
23	22.0	32.8	27.4	1.3	3.5	1.6	4.1	65	98	25.1	30.2	26.5	10.9	5.5	5.4	21.7	46.0	» 18	» 11	N 30	E 20	E 20	E 20
24	22.0	32.7	27.4	3.3	5.1	2.7	4.9	38	97	23.9	29.8	30.2	»	2.3	2.8	22.2	44.7	E 9	SE 13	SE 3	NE 7	NW 7	SW 6
25	22.8	34.0	28.4	2.3	2.5	0.1	2.7	65	95	25.6	32.5	30.5	»	6.9	3.2	23.0	53.0	S 4	» 0	SE 1	NE 4	E 6	» 0
26	24.0	33.8	28.9	1.2	3.2	0.5	2.3	70	89	24.2	30.2	29.6	»	6.0	3.3	23.3	54.6	E 2	E 5	E 1	NW 13	NE 9	E 4
27	23.4	30.8	27.1	0.7	2.7	1.1	3.7	64	97	26.2	29.9	28.7	9.1	2.9	2.9	23.0	41.6	E 2	E 5	E 1	NE 7	» 2	W 2
28	23.0	32.7	27.8	2.0	3.9	1.1	3.7	61	91	26.3	31.9	28.7	1.2	4.2	2.7	21.0	43.8	» 6	» 6	» 0	NE 10	W 9	SW 5
29	22.7	30.8	26.8	2.3	2.3	0.7	3.7	54	92	25.4	28.6	27.2	»	8.8	3.6	21.7	32.8	» 0	SE 4	SE 2	NW 14	E 3	» 2
Total.	660.0	931.1	795.55	-39.5	13.1	-61.3	14.8	1836	2730	739.4	827.4	819.7	356.3	169.0	105.8	637.4	1477.3	NOMBRE DE JOURS DE					
Moyenne	22.76	32.11	27.43	-1.36	0.45	-2.12	0.51	63.3	94.1	25.50	28.53	28.20		5.83	3.65	21.98	50.94	Pluie	Orage	Eclairs	Grains	Rosée	Gouttes
																		17	5	1	4	17	3

Page LEXPOL														
DATES	Kilomètres par- coursus par le vent au sol		VENT EN ALTITUDE Direction en rose de 16 - Vitesse en kilomètres-heure							NÉBULOSITÉ				PHÉNOMÈNES DIVERS
	en 24 h.	plus forte valeur horaire	heure de début du sondage	1000 m.	2000 m.	3000 m.	4000 m.	5000 m.	6000 m.	Maximum		Minimum		
										Valeur	Heure	Valeur	Heure	
1	145	19	07.45	ESE 18	ESE 20	SE 13	SE 15	SE 26	SSW 20	8	16, 17	tr	07	Rosée.
2	148	15	07.40	S 8	SE 20					10 tr	10	2	15	Ros. Averses 12.15, 21.05;
3	123	11	09.10	ESE 5	SSE 6	SSE 21	SSE 25	SSE 34	SSE 60	9	13, 16	tr	07, 08, 11	Ros. Av. 21.45;
4	115	12	09.00	SW 15	WSW 14	E 4	SSW 15			10 tr	07	6	16	Av. 22.10 et 22.40; Ton. 16.35; Eclairs soirée
5	273	16	08.15	NE 28	NNE 34	N 25	N 30	N 30	N 40	10 tr	11 à 17	7	09	Av. 07.11, 12.10, 12.40, 13.30, 15.30, 17; Or. 16.50.
6	228	21								10		10		Pluie de 0.35 à 13; Gr. 17.25; 23.20;
7	455	30								10	(1)	10 tr	15	Pluie de 0.30 à 09; Av. de 12.15 à 24 avec grains.
8	225	34								10	(2)	10 tr	10	Av. 0.15, 5.15, 07 et pl. de 08 à 16.15; Nomb. gr. Pl. 21.15 à 23.49.
9	331	31								10		10		Av. 0.40, 03, 04.30, 06.30; Pluie de 07 à 24.
10	239	20	07.15	ENE 21	ENE 26	ENE 30	ENE 29	ENE 30		10	10 à 11	6	17	Pl. 00 à 02.50; Av. à 07.20;
11	249	24	07.45	ENE 45	ENE 36	E 24	E 30	E 38	E 30	5	07, 13	1	9	Ros. Av. 0.45;
12	274	22	07.45	E 50	ENE 36	E 35	ESE 30	ESE 30	ESE 45	8	17	tr	07 à 8	
13	143	19	07.45	E 33	E 38	E 46	E 40	ESE 42	ESE 55	5	10	1	07 à 8	Rosée. Gr. 13.30.
14	129	13	08.30	ESE 9	ESE 45	ESE 14	ESE 24	E 31	E 45	3	17	tr	03	Rosée.
15	146	15	07.45	W 4	NW 6	SSE 11	ESE 17	SE 11	E 22	7	15	tr	(4)	Rosée.
16	142	16	07.30	ESE 35	SE 16	ESE 18	ESE 21	SE 10	SE 24	9	09, 11, 13	tr	07	Rosée.
17	146	19	09.30	W 49	ENE 28	E 10				3	12	tr	07 à 11	Rosée. Cour. lun. 20.
18	"	"	08.15	ESE 13	E 26	E 13	E 29	ESE 38	E 40	6	17	tr	10	Rosée. Ton. 16.50. G. 17.25.
19	"	"	08.40	ESE 22	ESE 37	E 25	NNE 11	NNE 16	ENE 28	9	14 à 17	tr	07 à 09	Rosée. Halo sol. 12. G. 12.50.
20	190	17	07.30	E 29	ENE 29	E 13	SE 10	NE 10	NNE 11	9	10, 14	tr	07 à 08	Rosée. Av. 23.
21	296	21	08.40	E 31	E 43	NE 17	ENE 26	NE 14		10 tr	14 à 17	1	09 et 10	Ros; A. 44, 46.50 et 19.15; Gr. 12.35; O. entre 22 - 23. H. s. 15 à 16.
22	231	15								10		10		Av. 22.15. Halo sol. 07, 09, 13, 14 et 15. T. de 19 à 22.
23	394	25								10 tr	07 à 10	2	14 et 15	Av. 0.05; 02.15; Cour. sol. 14; Halo 16 et 17.
24	160	16								10	07 à 8	8	11 à 12	Ros. Av. 03.45; Pl. 04 à 07.
25	99	14	08.10	E 26	NE 14	NW 15	NNW 35			10 tr	07 à 9	6	10 à 12	Ros. Halo sol. 07, 08 et 09.
26	146	16								10 tr	(3)	9	10	Rosée.
27	86	9	07.50	E 2	ESE 7	SE 19	SE 15	SSW 13	WSW 25	10 tr	10 à 14	5	07	Ros. Pl. 10.30 à 13.30; Av. 16.
28	101	9								10 tr	13 à 16	2	07 à 09	Averse 14.55.
29	120	15								10 tr	12 à 14	1	17	T. 12.30 à 13; Halo sol. 13.
Total	3.334									251		107		
moyenne	197,5									8,6		3,7		

N.B. — Les pressions sont indiquées au niveau de la cuvette du baromètre.

Modification des unités employées dans ce bulletin

A partir du 1^{er} janvier 1940 :

1^o les vitesses du vent au sol et des vents en altitude sont exprimées en kilomètres-heure;

2^o la durée de l'insolation est exprimée en heures et dixièmes.

(1) 07 à 14, 16 à 17.

(2) 07 à 9, 11 à 17.

(3) 07 à 9, 11 à 17.

(4) 07 à 9, 11 à 12.

Le Chef du Service Météorologique p.i.,

J. GIOVANNELLI.